

République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

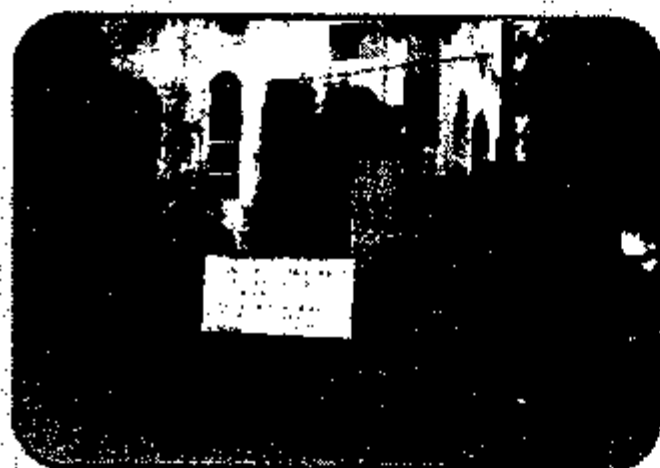
MINISTÈRE DE LA PROMOTION DES
INVESTISSEMENTS ET DES PETITES
ET MOYENNES ENTREPRISES

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Cellule d'Appui et de Suivi
des Systèmes Financiers Décentralisés
CAS/SFD

RAPPORT ANNUEL 2004

SUR LE SECTEUR DE LA MICROFINANCE AU MALI



SECRETARIAT GENERAL

Cellule d'Appui et de Suivi
Des Systèmes Financiers Décentralisés
CAS/SFD

RAPPORT ANNUEL 2004
SUR LE SECTEUR DE LA MICROFINANCE AU MALI

Octobre 2005

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
Sigles et abréviations -----	3
Liste des annexes -----	4
Introduction -----	5
I- Environnement économique et social -----	5
II- Evolution du secteur de la micro finance -----	6
2-1. Indicateurs d'activités -----	6
2-2. Indicateurs de performance financière -----	16
2-3. Respect des ratios et normes prudentiels par les SFD -----	20
2-4. Offre et couverture géographique du pays en services financiers par les SFD -----	22
III – Surveillance et contrôle des SFD -----	25
3-1. Etat d'exécution du programme annuel de contrôle -----	25
3-2. Principaux constats et dysfonctionnements relevés par les missions de contrôle -----	26
3-3. Suivi de la mise en œuvre des recommandations -----	29
3-4. Renforcement des capacités de la CAS/SFD -----	30
IV – Suivi du respect de la réglementation -----	30
4-1. Evolution des dossiers de demande d'autorisation d'exercer -----	31
4-2. Etat de l'application des sanctions pour non respect des dispositions légales -----	35
V – Appui au développement du secteur de la micro finance -----	35
5-1. Plan d'actions pour le développement de la micro finance -----	35
5-2. Activités du Groupe Consultatif National pour la Micro finance (GCNM) -----	36
5-3. Appuis des partenaires au profit du secteur de la micro finance -----	37
Conclusion -----	37
Annexes -----	39

Définition des sigles et abréviations

ACDI	Agence Canadienne pour le Développement International
AFD	Agence Française pour le Développement
APBEF	Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers
AMAPEF	Association Malienne pour la Promotion des Entreprises Femminines
APIM-Mali	Association Professionnelle des Institutions de Micro finance
BCFAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BDM	Banque Malienne de Développement
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BHM	Banque de l'Habitat du Mali
BICIM	Banque Internationale pour le Commerce et l'Investissement au Mali
BIM-sa	Banque Internationale du Mali
BMS	Banque Malienne de Solidarité
BNDA	Banque Nationale pour le Développement Agricole
BOAD	Banque Ouest africaine de Développement
CAECE	Caisse Associative d'Épargne et de Crédit des Entrepreneurs et commerçants du Mali
CAMEC	Caisses Mutuelles de l'Éducation et de la Culture
CAS/SFD	Cellule d'Appui et de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés
CANEF	Centre d'Appui Nutritionnel et Économique aux Femmes
CG/PDSF	Cellule de Gestion/Projet de Développement du Secteur Financier
CS	Crédit Solidaire
CMDT	Compagnie Malienne pour le Développement du Textile
CMEC/PDR	Caisses Mutuelles d'Épargne et de Crédit / Programme de diversification des Revenus
CREP	Caisses Rurales d'Épargne et de Prêts
CECRA	Caisses Rurales d'Épargne et de Crédit Autogérées
CVECA	Caisses Villageoises d'Épargne et de Crédit Autogérées
DAT	Dépôt à Terme
DAV	Dépôt à Vue
DNSI	Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique
DSFD	Direction des Systèmes Financiers Décentralisés
FCRMD	Fédération des Caisses Rurales Mutualistes du CFI,TA
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
GCNM	Groupe Consultatif National pour la Micro finance
GTZ	Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
IMF	Institution de Micro finance
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
NEF	Near East Foundation
ON	Office du Niger
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PACCEM	Projet d'Appui à la Commercialisation des Céréales au Mali
PASACoop	Projet d'Appui aux structures Associatives et Coopératives
PASECA	Programme d'Appui à la mise en Place d'un Système d'épargne et de Crédit Autogéré
PIFD	Projet de Promotion des Institutions Financières Décentralisées
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
SIG	Système d'information et de Gestion
SG 2000	Sasakawa Global 2000
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE I : Données relatives au nombre de structures et au sociétariat des SFD

ANNEXE II : Données relatives aux ressources des SFD

ANNEXE III : Dépôts des sociétaires/membres auprès des SFD

ANNEXE IV : Dépôts des SFD auprès du système bancaire

ANNEXE V : Situation des refinancements bancaires

ANNEXE VI : Données relatives aux crédits octroyés dans l'année

ANNEXE VII : Données relatives aux encours de crédits au 31/12/2004

ANNEXE VIII : Données relatives à la qualité du portefeuille des SFD au 31/12/2004

ANNEXE IX : Produits d'exploitation des SFD au 31/12/2004

ANNEXE X : Charges d'exploitation des SFD au 31/12/2004

ANNEXE XI : Données relatives aux effectifs des SFD au 31/12/2004

ANNEXE XII : Situation des indicateurs de performance des SFD au 31/12/2004

ANNEXE XIII : Situation des ratios prudentiels des SFD au 31/12/2004

ANNEXE XIV : Offre de services et couverture géographique

ANNEXE XV : Offre de services en milieu rural

ANNEXE XVI : Offre de services en milieu urbain

ANNEXE XVII : Situation de fourniture des rapports d'activités au 31/12/2004

ANNEXE XVIII : Mode de calcul des indicateurs de performance.

INTRODUCTION

Le rapport sur l'évolution du secteur de la micro finance au Mali au cours de l'année 2004, a été élaboré par la Cellule d'Appui et de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés (CAS/SFD) sur la base d'informations générales et financières contenues dans les rapports d'activités et états financiers transmis par une quarantaine de structures de micro finance sur un effectif total de cinquante neuf (59) institutions soumises aux obligations déclaratives de la réglementation en vigueur.

Il convient tout de même de noter que les structures ayant communiqué lesdits rapports sont suffisamment représentatives du secteur, aussi bien en termes de couverture géographique du pays que de l'importance du volume des transactions (sociétariat, encours de dépôts et de crédits, etc.).

Les principaux objectifs visés à travers cette publication sont d'une part, de fournir au public des informations sur l'évolution du secteur et d'autre part, de suivre et d'apprécier les performances des SFD au regard de la réglementation en vigueur.

Le rapport fait également état de la politique nationale de développement de la micro finance, objet du nouveau Plan d'actions 2005-2008.

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU MALI EN 2004

La conjoncture économique nationale en 2004 a été marquée par un démarrage difficile de la campagne agricole et l'invasion des criquets pèlerins qui ont affecté les cultures céréalières et les pâturages. Au niveau du secteur secondaire, les sociétés minières ont connu des contre-performances de production.

Au plan international, l'année 2004 s'est caractérisée par la persistance des crises socio-politiques dans la sous-région, la montée du prix du pétrole et l'instabilité des cours du coton et du dollar.

Avec des facteurs défavorables, le taux de croissance économique est ressorti à 2,2% en 2004 contre 7,6% en 2003. Cette contre performance est essentiellement imputable aux secteurs primaire et secondaire. L'agriculture a connu une baisse de 10,7% en 2004 contre une croissance de 32,8% en 2003. La production d'or a reculé d'environ 18,3% par rapport à 2003.

L'inflation moyenne mesurée par la variation annuelle de l'indice harmonisée des prix à la consommation (IHPC), a été de - 3,1% en 2004 contre -1,3% en 2003.

Au titre des finances publiques, les recettes totales hors dons, ont atteint 454,7 milliards de Fcfa en 2004 contre 434,3 milliards de Fcfa réalisés une année plus tôt, soit une hausse de 4,7%. Cette hausse en 2004 est en liaison avec celle des impôts indirects, notamment la TVA sur les importations.

Le ratio encours de la dette publique extérieure sur PIB s'est amélioré entre 2003 et 2004 en passant de 68,7% à 66,5%.

Le solde des transactions courantes a affiché un déficit de 131,8 milliards de Fcfa en 2004 contre 157,5 milliards de Fcfa en 2003, soit une amélioration de 25,7 milliards de Fcfa. Par conséquent, le solde global a affiché 23,6 milliards de Fcfa en 2004 contre 71,5 milliards de Fcfa en 2003.

La situation monétaire a été caractérisée par un accroissement continu de la masse monétaire sur la période 2003-2004 en relation avec l'amélioration des avoirs extérieurs nets et une progression du crédit intérieur. On a également noté une amélioration du crédit net à l'Etat du fait essentiellement de l'augmentation des dépôts publics à la Banque Centrale et dans les autres banques.

En ce qui concerne le secteur de la micro finance, il a été marqué en 2004, par les effets négatifs de la crise ivoirienne et surtout de la baisse de la production du secteur primaire. Cette situation s'est traduite par une baisse des activités de certains institutions de micro finance particulièrement celles dont la zone d'intervention se situe le long de la frontière ivoirienne.

Comme autres faits marquants de l'année 2004, il importe également de noter d'une part, le changement du rattachement institutionnel de la Cellule d'Appui et de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés (CAS/SFD) et d'autre part, l'élaboration d'un nouveau plan d'actions 2005-2008 pour le développement de la micro finance au Mali et d'une stratégie de développement des réseaux de micro finance dans les régions Nord du pays.

Enfin il convient de signaler qu'en plus de ses activités de supervision, la CAS/SFD a poursuivi ses missions d'information et de sensibilisation à l'attention des cadres de l'administration, des ONG, des structures locales de micro finance et des populations des régions de Koulikoro et de Kayes. Cette activité avait pour objectif d'amener les SFD évoluant en marge de la réglementation à se conformer aux textes réglementaires régissant le secteur.

II. EVOLUTION DU SECTEUR DE LA MICRO FINANCE

L'analyse de l'évolution du secteur de la micro finance au cours de l'année 2004 s'appuie sur un certain nombre d'indicateurs d'activités et de performance financière tirés des rapports annuels et des états financiers communiqués par un lot de SFD suffisamment représentatifs.

2-1. : Indicateurs d'activités :

2-1-1 : Le sociétariat

SFD	Années		2003		2004		Variation	
			Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Mutualiste			430 166	70,03	468 136	70,22	37 970	8,82
Crédit Solidaire			63 247	10,29	71 425	10,71	8 178	12,93
CVECA			120 206	19,57	126 384	18,97	6 178	5,13
Autre système			592	0,11	695	0,10	103	17,39
TOTAL			614 211	100	666 640	100	52 429	8,53

Le sociétariat global a augmenté de 52 429 membres, passant de 614 211 à 666 640 membres entre 2003 et 2004, soit un accroissement de 8,53%.

Cette évolution est surtout imputable au système mutualiste dont le sociétariat a augmenté de 37 970 membres, soit un accroissement de 8,82%. En terme relatif, l'accroissement du sociétariat a surtout été remarquable au niveau de la composante « autre système » avec un taux de 17,39%, suivie du système de crédit solidaire, avec un accroissement de 12,93%.

Le sociétariat des structures mutualistes reste toujours majoritaire, si l'on se réfère à la répartition par système, respectivement en 2003 et 2004 comme suit :

- *Mutualiste* : 70,03% contre 70,22% ;
- *Crédit solidaire* : 10,29% contre 10,71% ;
- *CVECA* : 18,97% contre 19,57%.
- *Autre Système* : 0,10% contre 0,11%

L'évolution du sociétariat par système entre 2003 et 2004, a été la suivante :

- *Mutualiste* : de 430 166 à 468 136 membres, soit un accroissement de 8,82% contre 18,55% en 2003 ;
- *Crédit solidaire* : de 63 247 à 71 425 membres, soit un accroissement de 12,93% contre 39,35% en 2003 ;
- *CVECA* : de 120 206 à 126 384 membres, soit un accroissement de 4,30% contre 5,64% en 2003.
- *Autre système* : de 592 à 695 membres, soit un taux d'accroissement de 17,39%.

La baisse relative en 2004, du rythme de croissance du sociétariat des différents systèmes par rapport à l'année précédente, est due en partie à :

- l'environnement économique défavorable du pays (crise ivoirienne, invasion acridienne);
- la fermeture de caisses de base au niveau de certains réseaux CVECA.

2-1-2 : Les SFD ayant plus de 10 000 sociétaires/membres au 31/12/2004

N°	SFD	Sociétariat	%
1	Kafo Jiginew	184 862	30,41
2	Nyèsigiso	123 129	20,25
3	Kondo Jigima	40 180	6,60
4	Jameni	34 224	5,63
5	CVECA Pays Dogon	32 801	5,39
6	CVECA Kita/Bafoulabé (1ère Région)	28 317	4,65
7	CVECA/ON	26 819	4,41
8	CVECA /San/Djenné	20 694	3,40
9	CANEF	18 157	2,98
10	FCRMD	17 488	2,87
11	CMEC/PDR/ San	16 809	2,76
12	Misselini	15 476	2,54
13	Soro Yriwaso	13 726	2,25
14	Piyeli	11 956	1,96
15	PASECA Kayes	11 936	1,96
16	Jigiyaso Ba	10 743	1,76
TOTAL		607 872	91,18
Ensemble des SFD		666 640	100

Au total, seize (16) réseaux de SFD ont chacun, atteint en 2004, un niveau de sociétariat, supérieur à dix mille (10 000) membres. Ensemble, ils affichent un effectif de 607 872 membres, sur un total de 666 640 membres , soit 91,18%.

Parmi ces réseaux, sept (7) relèvent du système mutualiste, avec 64,11% du sociétariat, cinq (5) du système CVECA avec 18,16% et quatre (4) du système de crédit solidaire avec 8,89%.

Les deux (2) réseaux que sont Kafo Jiginew et Nyèsigiso, détiennent plus de la moitié du sociétariat du lot, avec respectivement 30,41% et 20,25% du sociétariat.

2-1-3 : Le taux de pénétration

Années	Nombre de membres	Population totale	Nombre de Familles	Taux de Pénétration	
				Par rapport à la population totale	Par rapport au nombre de familles
2003	614 211	11 111 219	1 850 000	5,50%	33,20%
2004	666 640	11 355 665	1 892 000	5,87%	35,23%

NB : La population totale a été estimée sur la base d'un taux d'accroissement de 2,2% et une composition moyenne de 6 personnes par famille. (source DNSI)

Le taux de pénétration estimé, tant par rapport à la population totale que par rapport au nombre de familles, a augmenté en passant respectivement de 5,50% et 33,20% en 2003 à 5,87% et 35,23% en 2004.

Le taux de pénétration tel que calculé et présenté dans les rapports d'activités des SFD, se définit généralement comme le rapport entre le sociétariat de l'institution et la population cible. En 2004, ces taux se situent dans les fourchettes ci-après, selon le système :

- Mutualiste : de 12 à 43,75% ;
- CVECA : de 35% à 80% ;
- Crédit solidaire : de 5,19 à 84,28%.

2-1-4 : Le sociétariat selon le genre

Années	2003		2004		Variation	
	Effectif	%	Effectif	%	Nombre	%
Sociétariat						
Femmes	224 836	36,60	254 385	38,16	29 999	13,36
Hommes	363 071	59,11	383 758	57,57	20 687	5,70
Groupements	26 304	4,29	28 497	4,27	2 193	8,33
TOTAL	614 211	100	666 640	100	52 439	8,53

En 2004, le sociétariat des SFD est constitué de 57,57% d'hommes contre 38,16% de femmes et 4,27% sous forme de groupements, à dominance féminine.

Le sociétariat féminin a augmenté de 13,36% en 2004 contre seulement 5,70% pour le sociétariat masculin.

La proportion du sociétariat féminin est particulièrement élevée au sein du système de crédit solidaire où elle atteint 91,15% du total contre 35,20% au niveau des CVECA et 30,91% au niveau du système mutualiste.

La prédominance des femmes au sein des réseaux de crédit solidaire s'explique par le fait qu'elles en constituent le principal groupe cible.

Par contre, au niveau des réseaux mutualistes et CVECA, le sociétariat masculin reste majoritaire avec respectivement 63,75% et 62,01 du total.

2-1-5 : Emplois directs générés par les SFD

SFD \ Effectif	Personnel		Personnel expatrié	Total 2004		Total 2003	Variation
	Gérants/ Caissiers	Autres		Nombre	%		%
Mutualiste	885	569	4	1 458	46,90	339	8,88
Crédit Solidaire	256	0	0	255	8,20	219	16,43
CVECA	1300	98	0	1 398	44,90	828	68,84
TOTAL	2 440	667	4	3 111	100	2 386	30,38

En 2004, l'effectif du personnel des SFD s'élève à 3 111 agents, composé de 78,43% de gérants/caissiers et 21,57% de techniciens d'encadrement.

Le pourcentage de personnel employé par les réseaux mutualistes par rapport à l'ensemble du secteur est de 46,90% contre 44,90% pour les CVECA et 8,20% pour le système de crédit solidaire.

Les caissiers/gérants représentent près de 93% du personnel des CVECA.

2- 1- 6 : Situation des ressources des SFD (en millions de FCFA)

Ressources \ Années	2003		2004		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépôts	23 771	52,53	27 854	56,43	4 084	7,17
Fonds Propres Hors Subvent	9 863	21,79	9 546	19,34	- 317	- 3,21
Lignes de crédits	9 853	21,77	10 314	20,90	461	4,67
Subventions	1 607	3,55	1 476	3	- 131	- 8,15
Ressources affectées	155	0,36	166	0,33	11	7,09
TOTAL	45 249	100	49 356	100	4 108	9,07

En 2004, les ressources des SFD sont constituées essentiellement de dépôts des membres (56,43%), des fonds propres hors subventions (19,34%) et des lignes de crédits (20,90%).

La part des dépôts dans les ressources des SFD a enregistré une hausse en passant de 52,53% en 2003, à 56,43% en 2004. Les fonds propres hors subventions et les emprunts ont enregistré une légère baisse en passant respectivement de 21,79% et 21,77% en 2003 à 19,34% et 20,90% du total des ressources en 2004.

Le montant des ressources de l'ensemble des SFD est passé de 45,25 milliards de Fcfa au 31/12/2003 à 49,35 Milliards de Fcfa au 31/12/004, soit un accroissement de 9,07%.

En 2004, six (6) réseaux de SFD ont bénéficié de ressources affectées, à savoir :

- trois (3) structures mutualistes (Nyèsigiso, CAECE et Tonus) pour un montant total de 63,3 millions de Fcfa dont 63 millions de Fcfa pour la seule CAECE ;
- deux (2) réseaux CVECA (CVECA-Pays Dogon et CVECA 1^{ère} région) pour 83,7 millions de Fcfa ;
- un (1) réseau de crédit solidaire (RMCR) pour un montant de 98,6 millions de Fcfa

A- Situation des dépôts par type de SFD (en millions de Fcfa)

SFD	Années		2003		2004		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Mutualiste	21 009	88,38	24 884	89,34	3 875	18,44		
Crédit solidaire	1 008	4,24	1 448	5,20	440	43,65		
CVECA	1 611	6,77	1 359	4,88	- 253	-15,70		
Autre système	143	0,61	162	0,58	19	13,28		
TOTAL	23 771	100	27 853	100	4 082	17,17		

L'épargne mobilisée par les SFD est constituée de dépôts à vue (DAV), de dépôts à terme (DAT), de dépôts de garantie, de dépôts d'assurance décès et d'autres produits de dépôts spécifiques variant d'un réseau à l'autre.

Pour l'ensemble des SFD, l'encours des dépôts a augmenté de 4 milliards de Fcfa, passant de 23,7 milliards de Fcfa au 31/12/2003 à 27,8 milliards de Fcfa au 31/12/2004, soit un accroissement de 17,17%, imputable particulièrement au système mutualiste, avec 3,87 milliards de Fcfa et au système de crédit solidaire, avec 440 millions de Fcfa.

Cette évolution est imputable aux facteurs suivants :

- l'augmentation du volume des dépôts obligatoires (sous forme de fonds de garantie) ;
- la mise en place de nouveaux produits d'épargne par certains réseaux.

L'encours de l'épargne mobilisée par le système mutualiste au 31/12/2004 représente 89% de l'ensemble de l'épargne des SFD. Il est passé de 21 milliards de Fcfa au 31/12/2003 à 24,8 milliards de Fcfa au 31/12/2004, soit une hausse de 18,14%.

La forte mobilisation de l'épargne au niveau des réseaux mutualistes s'explique par l'obligation de libérer les dépôts de garantie, comme préalable à l'octroi de crédit. Ces dépôts de garantie ont constitué environ 22% du total des dépôts du système mutualiste en 2004.

L'encours des dépôts au niveau des structures de crédit solidaire a augmenté de 43,65%, en passant de 1,0 milliards de Fcfa au 31/12/2003 à 1,4 milliards au 31/12/2004. Cette évolution résulte essentiellement de la mise en place par certains réseaux de crédit solidaire de nouveaux produits d'épargne tels que les fonds de dépôts des Groupements.

L'encours des dépôts au niveau des réseaux CVECA a connu une baisse de 15,70% passant de 1,6 milliards de Fcfa au 31/12/2003 à 1,3 milliards de Fcfa au 31/12/2004. Cet encours représente 4,88% du total réalisé par l'ensemble des SFD.

Cette baisse est due aux facteurs suivants:

- les conséquences de la mauvaise campagne agricole 2003/2004 ;
- les mesures prises par certaines caisses (notamment les caisses villageoises du Pays Dogon et de San-Djenné) de suspendre les opérations de collecte des dépôts à terme de leurs clients, par crainte d'avoir de la liquidité oisive, sans opportunité de placement ;
- les retraits opérés sur les dépôts à terme échu, pour rembourser les crédits ;
- la crise ivoirienne ayant provoqué la diminution des dépôts effectués par les maliens de l'extérieur.

L'encours des dépôts de « autre système » a évolué de 13,28% passant de 143 millions de Fcfa en fin 2003 à 162 millions de Fcfa en fin 2004. Ces dépôts représentent 0,58% de l'encours total de l'ensemble des SFD au 31/12/2004.

B – Situation des dépôts des SFD auprès des Banques au 31-12-2004

(Valeurs en millions de F/CFA)

(Valeurs en millions de FCFA)					
SFD	Dépôts	DAV	DAT	TOTAL	
				Montant	%
2003					
Mutualiste		3 132	1 347	4 479	81,25
Crédit solidaire		501	70	571	10,35
CVECA		336	122	458	8,30
Autre système		4	0	4	0,10
	TOTAL	3 973	1 539	5 512	100
% du dépôt mobilisé		72,09	27,91	100	
2004					
Mutualiste		3 217	1 266	4 485	79,79
Crédit solidaire		383	235	618	11,03
CVECA		438	58	496	8,82
Autre système		0	20	20	0,35
	TOTAL	4 038	1 581	5 619	100
% du dépôt mobilisé		71,86%	28,14%	100	
Variation					
	Montant	64	42	107	
	%	1,61	2,72	1,94	

Le montant total des dépôts des SFD auprès du système bancaire est passé de 5,5 à 5,6 milliards de Fcfa entre 2003 et 2004, soit un accroissement de 1,81%.

Les dépôts à vue (DAV) constituent 71,86% de l'ensemble des dépôts contre 28,14% pour les dépôts à terme (DAT).

Il convient de noter la chute du montant des DAT au niveau du système de CVECA (de 122 à 58 millions de Fcfa) et sa forte augmentation (de 70 à 235 millions de Fcfa) au niveau du système de crédit solidaire entre 2003 et 2004.

La répartition en 2004 de l'ensemble des dépôts par système se présente comme suit :

- *Mutualiste* : 80% (soit plus des)
- *Crédit solidaire* : 11% ;
- *CVECA* : 8,82% ;
- *Autre système* : 0,35%.

On note une tendance à la baisse de la part des dépôts effectués par les SFD auprès du système bancaire, qui passe de 23,17% à 20% entre 2003 et 2004.

C- SFD ayant plus de 500 millions de Fcfa d'encours de dépôts au 31/12/2004

(Valeur en millions de F/CFA)

N°	SFD	Dépôts	%
1	Kato Jiginew	9 159	32,86
2	Nyèsigiso	5 114	18,35
3	Kondo Jigima	2 897	10,39
4	Jéméni	2 667	9,57
5	CAECE	1 849	6,63
6	FCRMD	1 019	3,65
7	Niako	546	1,96
8	Piyéli	514	1,94
TOTAL		23 765	85,32
Ensemble des SFD		27 853	100

Le nombre de réseaux de SFD ayant atteint plus de 500 millions de Fcfa d'encours de dépôts est passé de six (6) à huit (8) entre 2003 et 2004. L'encours des dépôts de ces réseaux, sur la période, est passé de 20,2 à 23,7 milliards de Fcfa, soit un accroissement de 17,32%.

Sur un encours total des dépôts de 27,8 milliards de Fcfa enregistrés au 31/12/2004, pour l'ensemble des SFD, 23,7 milliards de Fcfa (soit 85,32%) proviennent des huit (8) réseaux ci-dessus cités dont sept (7) réseaux mutualistes avec 23,2 milliards Fcfa. On relève que les réseaux CVECA (notamment CVECA-ON) ne figurent plus sur la liste alors que deux (2) structures mutualistes à savoir la CAECE et Niako, font leur entrée ainsi qu'une structure de crédit solidaire, en l'occurrence Piyeli avec un encours de dépôt de 514 millions de Fcfa.

D - Structure des dépôts par type de SFD au 31-12-2004

(en millions de Fcfa)

Indicateur SFD	DAV		DAT		Autres dépôts		Total des dépôts
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
Mutualiste	16 223	92,17	2 294	65,90	5 250	93,46	23 767
Crédit solidaire	957	5,43	133	3,82	350	6,23	1 440
CVECA	391	2,22	928	26,07	12	0,21	1 331
Autre système	29	0,16	125	3,60	5	0,08	159
TOTAL	17 600	100	3 480	100	5 617	100	26 697
% des dépôts	65,92 %		13,03 %		21,04 %		100 %

En 2004, les SFD ont mobilisé 26,6 milliards de dépôts constitués de 65,92% de DAV (contre 65% en 2003), 13,03% de DAT (contre 15% en 2003) et 21,04% d'autres dépôts (contre 20% en 2003).

Par système, la situation se présente comme suit :

- *Mutualiste* : 23,7 milliards de Fcfa constitués de :
 - DAV : 68,25 % ;
 - DAT : 9,65 % ;
 - Autres dépôts : 22,10 %.
- *Crédit solidaire* : 1,4 milliards de Fcfa constitués de :
 - DAV : 66,45 %
 - DAT : 9,25 %
 - Autres dépôts : 24,30 %
- *CVECA* : 1,3 milliards de Fcfa répartis comme suit :
 - DAV : 29,37 %;
 - DAT : 69,72 %
 - Autres dépôts : 0,90 %
- *Autre système* : 0,159 milliard Fcfa constitué de :
 - DAV : 18,23 %
 - DAT : 78,61 %
 - Autres dépôts : 3,15 %.

2-1-7 : Situation des emplois (utilisations des ressources) des SFD

Systèmes	Emplois		Opérations diverses	Immobilisations	Montant	
	Encaisses et dépôts en Banques	Crédits			Total	%
Mutualiste	5 661	29 927	2 890	2 581	41 039	80,72
Crédit solidaire	661	2 929	519	795	4 903	9,64
CVECA	894	3 262	75	264	4 495	8,84
Autre système	63	178	104	57	402	0,80
TOTAL	72 79	36 295	3 588	3 677	50 839	100
%	14,31	71,39	7,05	7,23	100	

(en Millions de Fcfa)

Les emplois des SFD, d'un montant de 50,83 milliards de Fcfa en 2004, sont constitués par les encaisses et dépôts auprès des banques (14,31%), les crédits octroyés (71,39%), les opérations diverses (7,05%) et le financement d'immobilisations (7,23%). On note cependant que les opérations diverses (3,58 milliards de Fcfa), ont consisté à la constitution de stocks, aux débiteurs divers et aux opérations de régularisation.

La part des structures mutualistes dans le total des emplois s'élève à 41,03 milliards de Fcfa soit 80,72%, suivis du système de crédit solidaire pour un montant 4,90 milliards de Fcfa soit 9,64%, des réseaux CVECA pour 4,49 milliards de Fcfa, soit 8,84 et de autre système, pour un montant de 0,40 milliards de Fcfa soit 0,80%.

A – Cumul des crédits distribués

Nombre de crédits distribués	2003		2004		Variation 2003/2004	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Mutualiste	153 085	59	160 766	56,49	7 681	5,01
Crédit solidaire	63 672	25	79 777	28,03	16 105	25,29
CVECA	41 631	16	44 039	15,47	2 408	5,78
TOTAL	258 388	100	284 582	100	26 194	10,14
Cumul de crédits distribués (millions Fcfa)	2003		2004		Variation 2003/2004	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Mutualiste	30 167	78,34	36 240	79,34	6 072	20,31
Crédit solidaire	5 173	13,44	6 149	13,46	976	18,86
CVECA	3 167	8,22	3 293	7,20	127	4,01
TOTAL	38 507	100	45 682	100	7 175	18,63

NB : les informations relatives au cumul de « autre système » ne sont pas disponibles

Le cumul du nombre de crédits octroyés est passé de 258 388 en 2003 à 284 582 en 2004, soit un accroissement de 10,14%. Parallèlement, le cumul du montant des crédits octroyés sur la même période a connu une forte progression passant de 38,507 à 50,763 milliards de Fcfa, soit un accroissement de 31,82%.

On remarque un regain d'activités au niveau des structures de crédit solidaire dont le nombre de crédits distribués a progressé de 25% entre 2003 à 2004 et qui constitue 28% du nombre total en 2004.

Les structures de crédit solidaire ont enregistré des taux élevés de croissance aussi bien du cumul du nombre que du montant des crédits octroyés entre 2003 et 2004, qui passent respectivement de 63 672 à 79 777 prêts et de 5,173 à 11,230 milliards de Fcfa.

Au niveau du système mutualiste et de CVECA, la tendance de leur part est à la baisse tant au niveau du cumul du nombre que du montant des crédits octroyés, passant respectivement de 78% à 71,39% et de 9% à 6,46% durant la même période.

B - Encours de crédits

(Valeurs en Millions de Fcfa)

SFD	Années		2003		2004		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Mutualiste	26 664	83,77	29 927	82,38	3 263	12,23		
Crédit Solidaire	2 291	7,19	2 928	8,06	637	27,80		
CVECA	2 689	8,44	3 293	9,06	604	22,46		
Autre système	186	0,8	179	0,50	- 8	- 4,30		
TOTAL	31 830	100	36 327	100	4 497	14,12		

L'encours de crédits a augmenté, passant de 31,83 milliards de Fcfa en 2003 à 36,32 milliards en 2004, soit un accroissement de 4,49 milliards de Fcfa (14,12%). On note que plus de 80% des crédits ont été distribués par les structures mutualistes contre 8% par le système de crédit solidaire et 9% par les structures CVECA.

L'encours de crédits distribués par les structures mutualistes est passé de 26,66 à 29,92 milliards de Fcfa, soit un accroissement de 12,23%. Cette hausse est surtout remarquable au niveau de certains réseaux tels que Kafo Jiginew, Jemeni, Jigiyaso Ba, CMEC PDR San, CAECE, Niako, Karabara, Kondo Jigima.

Cette situation s'explique par :

- L'engouement des sociétaires pour certains nouveaux produits de crédit notamment le crédit hypothécaire et autres crédits de moyen terme (petits équipements agricoles) ;
- Les facilités d'accès aux ressources, obtenues par certains SFD, auprès des banques et autres sources de financement, en l'occurrence la BNDA, la BMS et le FDE ;
- La participation de certains SFD au financement d'écoles privées, d'entreprises de construction de bâtiments et de travaux publics ;
- La participation de certains SFD au financement des intrants agricoles pour le coton et les céréales en zone CMDT et pour le riz en zone ON.

L'encours de crédits pour l'ensemble du système de crédit solidaire est passé de 2,29 milliards de Fcfa en 2003 à 2,92 milliards de Fcfa en 2004, soit un accroissement de 27,53%.

Cette évolution s'explique par :

- La diversification des produits de crédit (prêts de campagne, prêts de stockage et de commercialisation) ;
- Le financement des activités génératrices de revenus et de micro entreprises ;
- Le démarrage des opérations de crédits d'un nouveau réseau, appelé Soto Bajo ;

Cependant, on note une baisse de l'encours de crédit du réseau Nayral NEF de Douentza (de 136,528 millions à 40,950 Millions de Fcfa soit une baisse de 70 millions de Fcfa), qui s'explique par :

- le mouvement migratoire des populations concernées par ce réseau vers d'autres zones ;
- le volume élevé des remboursements de crédits au niveau de plusieurs villages.

Au niveau des réseaux CVECA, l'encours de crédits a augmenté de 22,46% passant de 2,68 à 3,29 milliards de Fcfa. Cette évolution concerne en première position, le réseau CVECA-ON qui a cru de 34,59% passant de 1,593 milliards de Fcfa en 2003 à 2,144 milliards de Fcfa en 2004, suivi des réseaux CVECA 1^{ère} région et PASECA Kayes.

Les réseaux CVECA Pays Dogon, San/Djenné et Macina/Tenenkou ont enregistré une baisse de l'encours de leurs crédits. Cette situation est due à la suspension des opérations de crédit dans certaines caisses villageoises de ces réseaux et à la fermeture d'autres.

C- SFD ayant plus de 500 millions de F CFA d'encours de crédit au 31/12/2004

(Valeurs en millions de Fcfa)

N°	SFD	Montant	%
1	Kafo Jiginew	12 000	33,06
2	Nyèsigiso	4 660	12,63
3	Jameni	3 183	8,76
4	CAECE	3 134	8,63
5	FCRMD	2 622	7,22
6	CVECA/ON	2 144	5,90
7	Kondo Jigima	1 641	4,52
8	Ptyeli	896	2,46
9	Niako	762	2,10
10	Misselini	682	1,87
11	Jigiyaso Ba	601	1,65
12	Soro Yiriwaso (CS)	518	1,42
Total		32 843	90,40
Ensemble des SFD		36 327	100

En 2004, douze (12) SFD affichent, chacun un niveau d'encours de crédits supérieur à 500 millions de Fcfa, et représentant 90,40% de l'encours total de crédits du secteur. Ils sont constitués de huit (8) réseaux mutualistes, trois (3) de crédit solidaire, une (1) CVECA.

Les structures mutualistes totalisent 29,9 milliards de Fcfa, soit 82,45 % de l'encours total, alors que le système de crédit solidaire et de CVECA totalisent respectivement 2,92 milliards de Fcfa, soit 8,04% et 3,26 milliards, soit 8,98%.

D - Structure et qualité du portefeuille de crédits

(Valeurs en millions de Fcfa)

SFD \ Type crédit	Crédit sain	%	Crédit en souffrance	%	Total	%
2004						
Mutualiste	28 479	82,31	1 448	83,84	29 927	82,38
Crédit solidaire	2815	8,12	113	6,54	2 928	8,06
CVECA	3 138	9,07	155	8,98	3 293	9,06
Autre système	168	0,50	11	0,64	179	0,50
Total	34 600	100	1 727	100	36 327	100
2003						
Mutualiste	24 884	83,36	1 780	89,80	26 664	83,77
Crédit solidaire	2 194	7,35	97	4,89	2 291	7,19
CVECA	2 591	8,68	98	4,94	2 689	8,44
Autre système	179	0,61	7	0,37	186	0,60
Total	29 848	100	1 982	100	31 830	100
Variation	Montant		- 255		4 415	
2004/2003	%	15,81	- 12,86		14,01	

L'année 2004 a enregistré une diminution du montant des crédits en souffrance qui est passé de 1,9 en 2003 à 1,7 milliards de Fcfa en 2004, soit une baisse de 12,86%. Sur ce total de 1,7 milliards de Fcfa, les structures mutualistes détiennent près de 83,84%, suivis des systèmes CVECA avec 8,98%, crédit solidaire avec 6,54% et « autre système » avec 0,64%.

Le montant des créances en souffrance des structures mutualistes a connu une baisse de 22%, en passant de 1,7 en 2003 à 1,4 milliards de Fcfa en 2004. Par contre, le montant des créances en souffrance du système de crédit solidaire a augmenté, en passant de 0,09 à 0,11 milliard de Fcfa, soit un accroissement de 16,49% et celui des CVECA est passé de 0,09 à 0,15 milliards de Fcfa, soit un accroissement de 58% durant la même période.

La baisse des créances en souffrance au niveau des structures mutualistes, est le résultats des efforts engagés dans l'analyse des dossiers de crédit, le suivi et le recouvrement des créances.

Qualité du porte feuille de crédits (Valeurs en millions de Fcfa)

SFD \ Année	2003			2004		
	Encours crédit	Crédit en souffrance	Taux de dégradation	Encours crédit	Crédit en souffrance	Taux de dégradation
Mutualiste	26 664	1 780	6,67 %	29 927	1 448	4,83%
Crédit solidaire	2 281	97	4,23 %	2 928	113	3,85%
CVECA	2 689	98	3,64%	3 293	155	4,70%
Autre système	186	7	3,70%	179	11	6,17%
Total	31 830	1 982	6,22%	36 327	1 727	4,75%

Entre 2003 et 2004, le taux de dégradation du portefeuille de crédit (le rapport entre les créances en souffrance et l'encours de crédit), a connu une amélioration en passant de 6,22% à 4,75%. C'est surtout au niveau des structures mutualistes et de crédit solidaire que cette amélioration a été constatée pour des taux qui ont respectivement varié de 6,67 % à 4,83 % et de 4,23 % à 3,85%.

2-2 : Indicateurs de performance financière des SFD

A - Produits d'exploitation des SFD

(Valeurs en millions Fcfa)

SFD	Produits financiers	Autres produits	Reprise sur amortissement	Reprise sur provisions	Produits exceptionnels	Total
2003						
Mutualiste	4 429	1 360	4	528	515	6 836
Crédit solidaire	668	108	0	70	24	1 067
CVECA	474	8	0	101	57	640
Autre système	38	3	0	6	2	49
	5 609	1 479	4	705	615	8 612
2004						
Mutualiste	5 087	1 843	4	775	801	8 110
Crédit solidaire	754	346	0	70	163	1 333
CVECA	468	9	0	124	73	674
Autre système	34	0	0	0	0,1	35
Total	6 343	1 998	4	969	937,1	10 152,1
Variation	volume	734	519	0	264	22,1
	%	13,08	35,09	0	37,44	2,71

Le montant total des produits d'exploitation a augmenté, passant de 8,61 à 10,15 milliards de Fcfa entre 2003 et 2004, soit un accroissement de 17,56%.

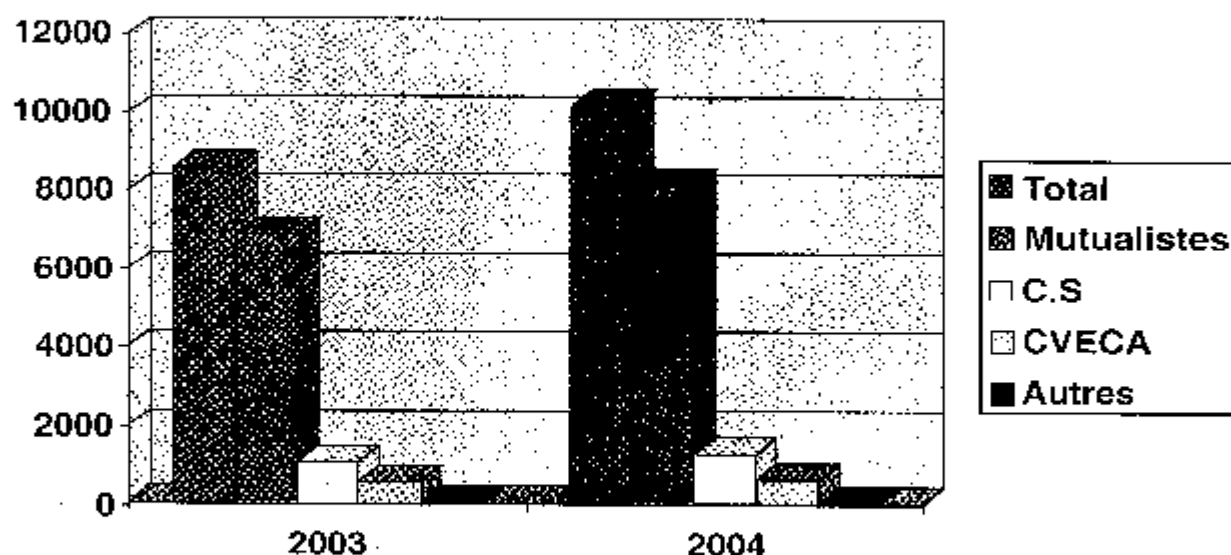
Les produits « encaissables » constitués des produits financiers, autres produits et produits exceptionnels, représentent 90,41% de l'ensemble des produits.

Il est à noter qu'en 2004, les produits financiers ont constitué 63% de l'ensemble des produits d'exploitation du secteur. Les structures mutualistes ont contribué à hauteur de

80,18% contre 11,88% pour le système de crédit solidaire, 7,37% pour les structures CVECA et 0,55% pour autre système.

Par ailleurs, le montant des opérations de reprises sur amortissement est resté constant, alors que celui des reprises sur provisions a augmenté de 264 millions de Fcfa, passant de 705 millions de Fcfa en 2003 à 969 millions de Fcfa en 2004, soit un accroissement de 37,44%.

Figure 1 : Evolution des produits d'exploitation des SFD



B- Charges d'exploitation des SFD

(Valeurs en millions de Fcfa)

Charges	Charges financières	Charges Personnel.	Achats et services extér.	Autres Services extér.	Impôts et taxes	Autres charges	Dotat aux amortissements	Dotat aux provisions	charges exceptionnelles	Total
SFD										
2003										
Mutualistes	790	1 457	799	668	4	354	299	932	195	6 896
Crédit solidaire	42	51	168	97	0,879	51	115	62	4	590,67
CVECA	129	0	15	111	0,038	140	35	124	24	595,03
Autre système	11	7	2	3	0	0,2	1	8	0,345	32,54
Total	982	1 515	984	877	4,71	1 545,2	550	1 126	223,34	7 817,24
2004										
Mutualistes	731	1 310	760	669	29	1 469	415	977	329	6 776
Crédit solidaire	43	435	153	154	0,6	65	134	39	44	1 357
CVECA	141	0	31	152	0,05	170	37	114	20	655,05
Autre système	11	10	2	5	0	0	0,6	0,2	0,3	25,5
Total	926	1 755	945	970	29,85	1 694	586,6	1 230,2	388,6	8 526,25
Variation										
Montant	- 66	240	- 39	93	25,14	150,8	36,4	104	165,26	738,81
%	- 6,65	15,84	- 3,96	10,6	533,75	9,75	6,61	9,23	73,99	9,56

La part des charges d'exploitation a augmenté de 9,18% en passant de 7,81 à 8,52 milliards de Fcfa entre 2003 et 2004.

Les charges d'exploitation sont constituées de près de 79% de charges « décaissables » qui comprennent les charges financières, les achats et services extérieurs, les autres services extérieurs, les impôts et taxes, les charges du personnel, les autres charges et les charges exceptionnelles.

A l'exception des charges financières et des achats et services extérieurs qui ont respectivement baissé de 6,65% et 3,96%, toutes les autres charges d'exploitation ont augmenté entre 2003 et 2004.

C'est ainsi que la rubrique « autres charges » qui constituent 19,84% du total des charges a augmenté de 150,8 millions de Fcfa, soit 9,75%. Quant aux charges du personnel représentant 20,67% du total, elles ont augmenté de 240 millions de Fcfa, soit 15,84%. Les impôts et taxes ainsi que les autres services extérieurs ont respectivement augmenté de 24,14 millions de Fcfa, soit 3,75% et 93 millions de Fcfa soit 10,60%.

Les charges financières des structures mutualistes ont constitué 10,78% du total de leurs charges d'exploitation, alors qu'au niveau des systèmes de crédit solidaire et de CVECA, elles ont respectivement atteint 1,05% et 21,04%. On constate que les charges financières restent élevées au niveau du « autre système », soit 39,28% du total des charges d'exploitation.

Les charges du personnel des structures mutualistes représentent 19,33% du total de leurs charges d'exploitation contre 40,99% pour le système de crédit solidaire et 35,71% pour « autre système ».

Au niveau des structures CVECA, les charges de personnel restent insignifiantes et concernent des indemnités accordées aux dirigeants (membres du comité de gestion et caissiers). Il existe un système de contractualisation entre ces réseaux et des services extérieurs d'appui technique de statut privé.

La rubrique « autres charges » a constitué 21,67% du total des charges d'exploitation pour les structures mutualistes, 5,20% pour le système de crédit solidaire, 25,56% pour les structures CVECA et 2,09% pour « autre système ».

Concernant les charges « non décaissables » constituées des dotations aux amortissements et les provisions, elles représentent 15,89% des charges d'exploitation des structures mutualistes, 3,67% au niveau du système de crédit solidaire et 17,01% au niveau des structures CVECA.

C- Analyse des produits financiers nets des SFD

(en millions de Fcfa)

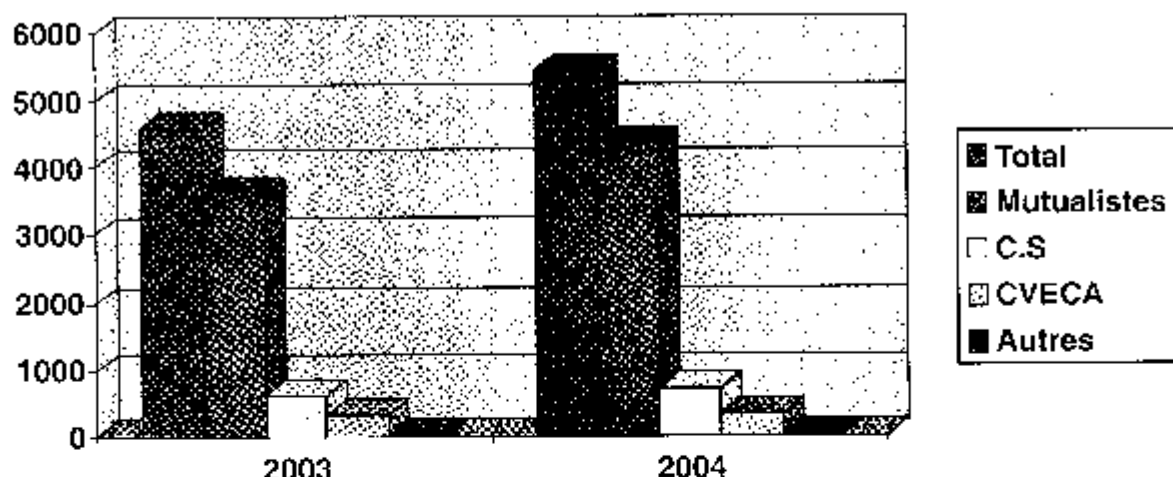
Agrégat	SFD	Mutualiste	Crédit solidaire	CVECA	Autre Système	Total
2003						
Produits financiers		4 429	668	474	-	5 572
Charges financières		790	42	149	-	981
Produit financier net		3 639	626	325	-	4 591
2004						
Produits financiers		5 087	754	488	34	6 343
Charges financières		731	43	141	11	926
Produit financier net		4 356	711	327	23	5 417
Variation	Montant	717	85	2	-	826
	%	19,7	13,57	0,61	-	17,99

Dans l'ensemble, le produit net financier des SFD est passé de 4,591 à 5,417 milliards de Fcfa, soit une hausse de 17,99% entre 2003 et 2004.

Les structures mutualistes ont affiché le taux le plus élevé d'accroissement, soit 19,7% contre 13,57% pour le système de crédit solidaire et 0,61% pour les CVECA.

La part des structures mutualistes dans les produits nets financiers de l'ensemble du secteur, représente 80,75% contre 13,18% pour le système de crédit solidaire, 6,06% pour les CVECA, et 0,42% pour « autre système ».

Figure 2 Evolution du produit financier net par système



D – Analyse des résultats d'exploitation

Evolution des résultats d'exploitation des SFD (en Millions de FCFA)

SFD	Années		Variation	
	2003	2004	Montant	%
Mutualiste	237	1 333	1 096	462,44
Crédit Solidaire	493	272	- 221	- 44,82
CVECA	40	5	- 35	- 87,5
Autre Système	10	4	- 6	- 60
Total	780	1 614	834	106,92

Entre 2003 et 2004, les résultats d'exploitation des SFD sont passés de 780 millions de Fcfa à 1.6 milliard de Fcfa, soit un accroissement de 106,92%.

Cet accroissement est dû surtout au système mutualiste dont le résultat est passé de 237 millions à 1,33 milliard de Fcfa.

Par contre les résultats d'exploitation des CVECA, le système de Crédit Solidaire et « autre Système » ont baissé, en passant respectivement de 40 à 5 millions de Fcfa pour les CVECA, 493 à 272 millions de Fcfa pour le système de crédit solidaire et de 10 à 4 millions Fcfa pour « autre système ».

Répartition du nombre de SFD, selon le niveau des résultats d'exploitation

Résultat	Nombre de SFD avec résultat déficitaire	Nombre de SFD avec résultat inférieur à 10 millions de Fcfa	Nombre de SFD avec résultat compris entre 10 et 25 millions de Fcfa	Nombre de SFD avec résultat compris entre 25 et 50 millions de Fcfa	Nombre de SFD avec résultat supérieur à 50 millions de Fcfa	Nombre total de SFD
2003						
Mutualiste	10	13	2	0	2	27
Crédit solidaire	1	0	4	1	1	7
CVECA	1	4	0	1	0	5
Autres systèmes	0	1	0	0	0	1
Total	12	18	6	2	3	41
2004						
Mutualiste	5	13	2	2	2	24
Crédit solidaire	0	2	3	1	2	8
CVECA	2	2	2	1	0	7
Autres systèmes	0	1	0	0	0	1
Total	7	18	7	4	4	40
Variation	-5	0	1	2	1	-1

Entre 2003 et 2004, le nombre de structures déficitaires a baissé de douze (12) à sept (7), dont cinq (5) réseaux mutualistes et deux (2) CVECA.

Au cours de l'année 2004, les structures déficitaires ont représenté 17,5% du secteur (7 SFD sur 40). Pendant la même période, 45% (18 SFD sur 40) ont enregistré des résultats d'exploitation excédentaires, inférieurs à 10 millions de Fcfa, tandis que 17,5% (7 SFD sur 40) ont des résultats excédentaires compris entre 10 et 25 millions de Fcfa, et 20% (8 SFD sur 40) ont des résultats excédentaires dépassant 25 millions de Fcfa.

2.3 Respect des ratios et normes prudentiels des SFD

2.3.1 Ratios prudentiels

A – le ratio de limitation des opérations autres que l'épargne et le crédit

La norme de ce ratio (5%) a été respectée par tous les SFD au cours de l'année 2004.

B - La réserve générale:

Elle consiste à procéder à des prélèvements annuels sur les excédents nets avant ristourne, après imputation éventuelle de tout report à nouveau négatif. Ce prélèvement est de 15% pour les structures mutualistes, 30% pour les CVECA et 40% pour le système de crédit solidaire.

En 2004, sept (7) réseaux constitués de cinq (5) mutualistes et de deux (2) CVECA, n'ont pas pu constituer de réserve générale, à cause de leur situation déficitaire.

C – Le ratio de limitation des risques portés par l'institution

Le risque porté par une institution ne peut dépasser le double des dépôts de l'ensemble des membres, soit 200%.

Cette norme n'a pas été respectée par trois réseaux mutualistes courant 2004. Ces dépassements sont dus aux fonds de crédit accordés par les partenaires financiers à ces structures.

D – Le taux de couverture des emplois moyens et longs termes par des ressources stables

Ce ratio mesure le taux de couverture des emplois moyen et long termes par les ressources stables. Pour financer du crédit moyen et long termes, l'institution ne devrait le faire que lorsqu'elle dispose de dépôts ou d'emprunts similaires au risque de tomber dans une situation d'insolvabilité.

La norme pour ce ratio est fixée à 100%. Elle a été respectée par l'ensemble des SFD à l'exception de cinq (5) réseaux dont quatre (4) mutualistes et un (1) CVECA.

E - La norme de liquidité

L'ensemble des valeurs disponibles, réalisables et mobilisables à court terme, doit représenter en permanence au moins 80% de l'ensemble du passif exigible et de l'encours des engagements par signature.

La norme est respectée par tous les réseaux à l'exception de deux réseaux mutualistes.

F - Limitation des prêts aux dirigeants

La norme de ce ratio est de 20% pour les structures mutualistes et se situe entre 15 et 20% suivant les différentes conventions signées par les SFD non mutualistes. Elle est respectée par tous les SFD à l'exception de deux (2) réseaux mutualistes.

G - La limitation des risques pris sur un seul membre

La norme pour ce ratio est de 10% pour les structures mutualistes et 5% pour les CVECA. Elle est respectée par tous les systèmes CVECA. Pour les structures mutualistes, trois seulement, l'ont dépassé.

H - Le ratio de couverture des risques par les fonds propres

Ce ratio s'applique seulement au niveau des CVECA, signataires de la convention avec le Ministre des Finances. La norme, fixée à au moins 10%, a été respectée par tous les réseaux.

2.3.2 – Indicateurs de performance financière

Il n'existe pas actuellement de normes définies par la BCEAO pour les indicateurs de performance financière, seulement un ensemble de fourchettes de valeurs pour apprécier les efforts de gestion des SFD. Ainsi certains indicateurs de performance financière se présentent comme suit :

A - L'efficience

Elle représente la proportion des charges non financières dans le total de l'actif du bilan. La fourchette de cet indicateur comprise entre 0 et 110% est respectée par tous les SFD. Aussi, plus cette valeur est proche de zéro, plus la structure est efficiente.

Pour les structures mutualistes, l'efficience affichée est comprise entre 3,73% et 40,11%. Pour les réseaux CVECA, elle varie de 4% à 14,28%, celle des réseaux de crédit solidaire est comprise entre 14% et 48,18% et pour « autre système », elle est de 4,36%.

B - L'autosuffisance opérationnelle

Elle mesure le degré de couverture des charges d'exploitation par les produits financiers nets. La fourchette est comprise entre 160 et 210%. Aucune structure n'est dans la fourchette.

C - La capitalisation

Elle mesure le poids des fonds propres d'une structure par rapport au passif exigible. La fourchette est comprise entre 210 et 260%.

Aucune structure CVECA n'est dans la fourchette de valeurs. Au niveau des structures mutualistes, elle est dépassée par un seul réseau. Par contre, au niveau du système de crédit solidaire, une seule structure est dans la fourchette.

D - La couverture des frais généraux par les produits financiers nets :

Cet indicateur mesure la proportion de la couverture des charges non financières par les produits financiers nets, le minimum est de 100%.

Seize (16) structures mutualistes sur 24 soit 54,16 % ont respecté cet indicateur. Les autres ont des taux variant entre 0,76 à 89,34%. Au niveau des structures de crédit

solidaire, trois (3) sur huit (8) n'ont pas respecté le minimum avec un taux variant de 5,44 à 44,56 %. Pour les CVECA, quatre (4) sur sept (7) ont respecté cet indicateur. Quant aux « autres systèmes », la norme a été respectée avec un taux de 131%.

E - La sujétion aux subventions :

Cet indicateur mesure le degré de dépendance d'une structure vis-à-vis de l'appui externe. L'objectif visé est de 0% c'est-à-dire que la structure arrive à se prendre entièrement en charge.

Au niveau des structures mutualistes, neuf (9) sur vingt et quatre (24) n'ont pas bénéficié de subventions. Par contre deux (2) structures de crédit solidaire et toutes les CVECA en ont bénéficié.

F - Rentabilité :

Elle exprime la proportion du bénéfice net réalisé par rapport à l'actif total. La norme est de 0,5% au minimum.

Au niveau des structures mutualistes, cinq (5) n'ont pas atteint le minimum en 2004. Pour les CVECA, un (1) seul réseau sur (7) n'a pas atteint le minimum. La norme a été respectée par les structures de crédit solidaire et « autre système ».

2-4 : Offre et couverture géographique du pays en services financiers par les SFD

2-4-1. Offre de services financiers des SFD suivant le milieu (millions de Cfa)

SFD	Sociétariat				Dépôt				Crédit			
	Rural	%	Urbain	%	Rural	%	Urbain	%	Rural	%	Urbain	%
Mutualiste	233 677	60,49	234 504	83,69	7 235	80,20	17 515	93,53	10 037	70	19 872	90,50
Créd Solid	25 679	6,65	45 746	15,3	268	2,95	1 217	6,47	854	5,61	2 394	9,50
CVECA	126 304	32,71	0	0	1 355	15,05	0	0	3 293	22,95	0	0
Autre syst.	592	0,15	0	0	162	1,80	0	0	178	1,24	0	0
Total	386 332	100	280 308	100	9 021	100	18 832	100	14 342	100	21 966	100
Total SFD	566 540	57,95%		42,05%	27 853	32,38%		67,62%	36 327	39,48%		60,50%

NB. Est considéré comme milieu urbain, les SFD ayant leur siège dans les chefs lieu de préfecture et de région administrative. A l'exception des systèmes CVECA qui évoluent exclusivement en milieu rural, particulièrement dans les villages, les autres institutions de micro finance évoluent tant en milieu rural qu'en milieu urbain.

A – La répartition du sociétariat entre zones urbaine et rurale

Courant 2004, sur l'ensemble du sociétariat global, environ 386 332 membres/clients (soit 57,95%) se retrouvent en milieu rural et 280 308 membres/clients (soit 42,05%) dans les centres urbains et semi-urbains.

Le système mutualiste domine le sociétariat rural avec 60,49% contre 32,11% au niveau CVECA et 6,65% au niveau du système de crédit solidaire. La composante « autre système » représente 0,15% du sociétariat rural.

Le milieu urbain et semi-urbain est fortement dominé par le système mutualiste avec une proportion de 83,69% de membres, le reste étant formé de membres/clients du système de crédit solidaire.

B – La collecte de l'épargne publique

L'épargne mobilisée en zone rurale représente 32,38% de l'ensemble des dépôts des SFD contre 67,62% en milieu urbain .

F - Limitation des prêts aux dirigeants

La norme de ce ratio est de 20% pour les structures mutualistes et se situe entre 15 et 20% suivant les différentes conventions signées par les SFD non mutualistes. Elle est respectée par tous les SFD à l'exception de deux (2) réseaux mutualistes.

G - La limitation des risques pris sur un seul membre

La norme pour ce ratio est de 10% pour les structures mutualistes et 5% pour les CVECA. Elle est respectée par tous les systèmes CVECA. Pour les structures mutualistes, trois seulement, l'ont dépassé.

H – Le ratio de couverture des risques par les fonds propres

Ce ratio s'applique seulement au niveau des CVECA, signataires de la convention avec le Ministre des Finances. La norme, fixée à au moins 10%, a été respectée par tous les réseaux.

2.3.2 – Indicateurs de performance financière

Il n'existe pas actuellement de normes définies par la BCEAO pour les indicateurs de performance financière, seulement un ensemble de fourchettes de valeurs pour apprécier les efforts de gestion des SFD. Ainsi certains indicateurs de performance financière se présentent comme suit :

A - L'efficience

Elle représente la proportion des charges non financières dans le total de l'actif du bilan. La fourchette de cet indicateur comprise entre 0 et 110% est respectée par tous les SFD. Aussi, plus cette valeur est proche de zéro, plus la structure est efficiente.

Pour les structures mutualistes, l'efficience affichée est comprise entre 3,73% et 40,11%. Pour les réseaux CVECA, elle varie de 4% à 14,28%, celle des réseaux de crédit solidaire est comprise entre 14% et 48,18% et pour « autre système », elle est de 4,36%.

B - L'autosuffisance opérationnelle

Elle mesure le degré de couverture des charges d'exploitation par les produits financiers nets. La fourchette est comprise entre 160 et 210%. Aucune structure n'est dans la fourchette.

C- La capitalisation

Elle mesure le poids des fonds propres d'une structure par rapport au passif exigible. La fourchette est comprise entre 210 et 260%.

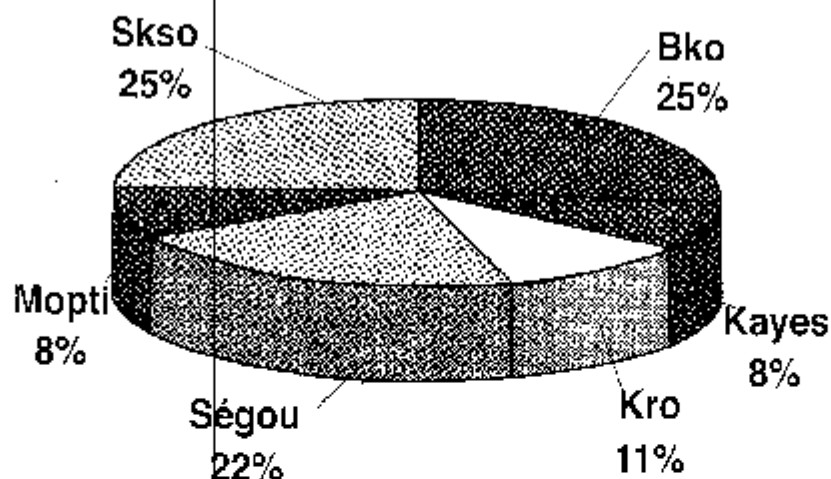
Aucune structure CVECA n'est dans la fourchette de valeurs. Au niveau des structures mutualistes, elle est dépassée par un seul réseau. Par contre, au niveau du système de crédit solidaire, une seule structure est dans la fourchette.

D - La couverture des frais généraux par les produits financiers nets :

Cet indicateur mesure la proportion de la couverture des charges non financières par les produits financiers nets, le minimum est de 100%.

Seize (16) structures mutualistes sur 24 soit 54,16 % ont respecté cet indicateur. Les autres ont des taux variant entre 0,76 à 89,34%. Au niveau des structures de crédit

Figure 6: Répartition géographique du sociétariat des SFD en 2004



La couverture du pays par les institutions de micro finance est faite de façon disproportionnée.

Le système mutualiste couvre l'ensemble du territoire avec souvent une forte concentration dans certaines régions telles que Bamako, Ségou et Sikasso. Le système CVECA évolue principalement dans les régions de Kayes, Ségou et Mopti.

A l'exception des régions de Gao, et Kidal, le système de crédit solidaire existe dans toutes les autres régions.

Sur l'ensemble du sociétariat, la région de Bamako enregistre 25,91% des membres/clients, suivi par les régions de Sikasso (24,46%) et de Ségou (22%), Koulikoro avec 10,57%, Mopti avec 8,35%, et Kayes avec 8,28%. Les parts respectives des régions de Gao et de Tombouctou demeurent très faibles, soit 0,01% et 0,37%.

En 2004, la mobilisation de l'épargne a été très importante dans les régions de Bamako, Sikasso et Ségou. Au 31/12/2004, la part d'épargne collectée par les SFD dans ces régions, a atteint 78,42% de l'ensemble des dépôts du secteur de la micro finance.

Dans la région de Tombouctou, le système mutualiste et « autre système », détiennent la quasi-totalité des dépôts, soit respectivement 63,49% et 36,51%. Le reste soit 0,29% est occupé par le système de crédit solidaire.

A la date du 31/12/2004, l'encours de crédit dans la région de Sikasso occupe 28,75% du total, ensuite viennent les régions de Bamako avec 28,27%, Ségou avec 24,93% et Koulikoro avec 8,70%. La part des régions de Gao et Tombouctou reste très faible (0,92%).

III. SURVEILLANCE ET CONTROLE DES SFD

3-1 : Etat d'exécution du programme annuel de contrôle

En 2004, sur une programmation de vingt huit (28) missions de contrôle, la CAS/SFD a pu effectuer vingt cinq (25) missions, soit un taux de réalisation de 92,85%. Parmi ces missions de contrôle, sept (7) ont été effectuées avec l'appui des cabinets privés et deux (2) conjointement avec l'équipe d'inspecteurs de la DSFD/BCEAO-Dakar.

Il faut cependant noter qu'en plus des missions programmées, la CAS/SFD a mené cinq (5) autres missions de contrôle, dont trois (3) auprès des caisses en difficulté (Jéméni de bozola, Niatou, Nyèsigiso de Djélibougou) et deux (2) dans le cadre du suivi des structures mises en place avec l'appui du projet de réduction de la pauvreté (PRP), notamment les réseaux Kondo Jigima et Jigiyaso Ba dans les cercles de Kolokani, Nara et Banamba, soit un total annuel de trente (30) missions de contrôles réalisées au cours de l'année 2004.

Les partenaires techniques et financiers qui ont concouru à la mise en œuvre de ce programme sont :

- la Banque Mondiale à travers le Projet de Développement du Secteur Financier (PDSF),
- la DSFD/BCEAO-Dakar,
- et le Projet PIFD/GTZ.

En terme de couverture géographique, le programme annuel d'inspection 2004 a concerné six (6) régions et le district de Bamako. Ces localités visitées abritent plus de 97% de l'ensemble des SFD.

Au cours de l'année 2004, seize (16) réseaux dont 40% de mutualistes, 27% de CVECA, 33% de crédit solidaire et quatorze (14) caisses de base non affiliées à un réseau, ont pu être contrôlés.

Liste des SFD ayant fait l'objet de contrôle en 2004

N°	SFD contrôlés	Type	Lieu	Nature de la mission	Observ.
1	Jéméné Bozola	Mutualiste	Bamako	CAS/SFD	NP
2	Nyèsigiso	Mutualiste	Bamako - Ségou	CAS/SFD/cabinet CAS/SFD	NP
3	Niatou	Mutualiste	Bamako	CAS/SFD	
4	Buntunba	Mutualiste	Kayes	CAS/SFD	
5	Buntunba	Mutualiste	Kayes	CAS/SFD	
6	CVECA /ON	CVECA	Ségou	CAS/SFD	
7	CANEF	Crédit solidaire	Sikasso	CAS/SFD	
8	Yérétaso AMAPEF	Mutualiste	Bamako-Koulikoro	CAS/SFD	
9	PASECATenekou/Macina	CVECA	Ségou-Mopti	CAS/SFD-BCEAO	
10	PASACOOOP Sar/Djenné	CVECA	Ségou-Mopti	CAS/SFD	
11	Reca Donkasigui	Mutualiste	Koulikoro	CAS/SFD	
12	Sudu Diawdi	Mutualiste	Bamako	CAS/SFD	
13	CEC Sama I Badala	Mutualiste	Bamako	CAS/SFD	
14	Damu O'Péré	Mutualiste	Bamako	CAS/SFD	
15	CFC Hypodrome	Mutualiste	Bamako	CAS/SFD-BCEAO	
16	Kondo Jigima	Mutualiste	Bamako	CAS/SFD/cabinet	
17	Missélini	Crédit solidaire	Bamako	CAS/SFD/cabinet	
18	Azaouad Finances	Société	Léré	CAS/SFD/cabinet	
19	CVECA P/D	Anonyme	Mopti	CAS/SFD/cabinet	
20	Soro Yiriwaso	CVECA	Sikasso	CAS/SFD	
21	Nyèsigiso Djélibougou	Crédit solidaire	Bamako	CAS/SFD	NP
22	CEC Espoir Hypodrome	Mutualiste	Bamako	CAS/SFD/cabinet	
23	CVECA 1 ^{ère} Région	Mutualiste	Kita	CAS/SFD	NP
24	Kondo Jigima	CVECA	Koulikoro-Kayes	CAS/SFD	
25	Jigiyasoba	Mutualiste	Koulikoro	CAS/SFD	NP
26	RMCR	Mutualiste	Koulikoro	CAS/SFD/cabinet	
27	CAMEC	Crédit solidaire	Sikasso-Ségou	CAS/SFD	
28	Kolen Kafeso	Mutualiste	Bamako	CAS/SFD	
29	Kafa Jigineu	Mutualiste	Sikasso	CAS/SFD	
30	Karabara	Mutualiste	Sikasso	CAS/SFD	

NP : non programmé

3-2. : Principaux constats et dysfonctionnements relevés par les missions de contrôle

Les contrôles effectués dans le cadre de la surveillance des SFD ont été menés à deux niveaux : sur pièces et sur place.

Aussi bien sur pièces que sur place, les constats et dysfonctionnements relevés demeurent, quoiqu'avec une légère amélioration, les mêmes que pendant les années précédentes.

3-2-1 : Contrôle sur pièces

Le contrôle sur pièces découle de l'application de l'article 64 de la loi 94-040 du 15 Août 1994 selon lequel : « Le Ministre chargé des Finances est habilité à demander communication de tous documents, états statistiques, rapports et autres renseignements nécessaires à l'exercice de leur mission. »

Conformément à cet article, la CAS/SFD a reçu au cours de l'exercice 2004 et cela de façon irrégulière les statistiques trimestrielles de la plupart des SFD, les rapports d'audit externe.

Par contre, en application de l'article 65 de la loi, relatif à la fourniture des rapports de contrôle interne, seulement quatre (4) réseaux, sur une prévision de 59, ont envoyé leurs rapports de contrôle interne, soit un taux de réception de 7%.

Il s'agit des réseaux :

- Kafo Jiginew ;
- N'yèsigiso ;
- Kondo Jigima ;
- Misseleni.

Ce contrôle a principalement porté sur les rapports annuels et états financiers 2003, les statistiques trimestrielles, les rapports d'audit et de contrôle interne des SFD.

Rapports d'activités annuels et états financiers

Sur une prévision de cinquante neuf (59) rapports attendus des structures faîtières 2004, la CAS/SFD a reçu quarante (40), soit un taux de réception de 67.79% (voir tableau ci-dessous).

Situation des fournitures de rapports annuels et états financiers

Systèmes	Nbre de rapports attendu	Nbre de rapports reçu	Observations
Mutualiste	43	24	19 non fournis
Crédit Solidaire	8	8	
CVECA	7	7	
Autre système	1	1	
Total	59	40	

Constats

Les principaux constats faits, en application de ces dispositions, se résument comme suit :

- le non respect des délais légaux et réglementaires de dépôts des rapports d'activités annuels et des états financiers (dans les 6 mois après la clôture de l'exercice), des états statistiques trimestriels, des rapports internes de vérification et d'inspection faisant ressortir les anomalies et formulant les recommandations (30 jours après leur production), aux fins de permettre la mise en œuvre de mesures éventuelles de redressement et la prise de sanctions ;
- la non fourniture des rapports d'activités annuels, des états financiers et des rapports de contrôle interne par certaines structures ;
- la non fourniture de renseignements requis ou la fourniture de renseignements incomplets ou incohérents, portant notamment sur la gestion, le suivi du portefeuille de crédit (cumul des crédits octroyés dans l'année, taux de remboursements, taux de recouvrements attendus et/ou intervenus) et les ratios prudentiels, ainsi que sur les états financiers ;
- le non respect des dispositions des instructions de la BCEAO, relatives à la présentation des états financiers et aux ratios prudentiels.

3- 2- 2 : Contrôles sur place

En vertu de l'article 66 de la loi, selon lequel le Ministre chargé des Finances « peut procéder ou faire procéder à tout contrôle des institutions », les équipes d'inspecteurs de la CAS/SFD ont été, tout au long de l'année, envoyées en mission de contrôle sur le terrain, seules ou en compagnie d'autres équipes, en l'occurrence la BCEAO (DSFD) et les cabinets d'expertise comptable.

Critères de sélection des SFD à contrôler :

Les critères qui ont guidé le choix des SFD ayant fait l'objet de contrôle sur place au cours de l'exercice 2004 ont été les suivants :

27

- structure non encore contrôlée ;
- volume de l'encours de dépôt et de crédit ;
- qualité du portefeuille
- non respect de la réglementation en matière de taux d'usure ;
- existence de crise ou de problèmes liés à la gouvernance au sein de la structure.

Constats

Les principaux constats relevés par les missions de contrôle sont :

- le non respect de la loi au regard des aspects suivants :
 - l'exercice de la profession ;
 - le défaut d'enregistrement aux greffes des tribunaux compétents ou de déclaration au Ministère chargé des finances, des exemplaires des statuts et listes des élus, ainsi que leurs modifications (article 18 de la loi 94 040 du 15/08/1994) ;
 - la séparation des fonctions de dirigeants élus administrateurs/gestionnaires et celles de surveillants ;
 - le plafond de taux d'usure fixé à 27 % (tous frais compris) ;
 - la production d'états financiers réguliers ;
 - le contrôle, au moins une fois l'an, de l'institution de base par la structure faîtière ;
 - le recrutement et l'emploi de personnel suivant du code du travail ;
- le non respect des réglementations et procédures internes (statuts et règlements intérieurs, politiques et procédures, etc.) ;
- le mauvais fonctionnement des organes d'administration, de gestion et de surveillance, et plus particulièrement au niveau des structures de base affiliées ou pas à un réseau, se traduisant par la non tenue de réunions, le manque de suivi des résolutions et des recommandations, l'absence de PV et de rapports d'activité des organes dirigeants ;
- la mauvaise gestion du crédit se traduisant par :
 - la mauvaise analyse des demandes de crédit ;
 - la faiblesse des garanties constituées ;
 - le mauvais suivi des prêts octroyés ;
 - la dégradation des portefeuilles ;
- l'absence de manuels de politiques et procédures administratives, financières et comptables ;
- la non disponibilité, au niveau des structures de base, des documents élaborés, adoptés et/ou mis en vigueur par les structures faîtières ;
- l'absence de procédures écrites d'élaboration et d'exécution budgétaire ;
- la mauvaise gestion et le mauvais suivi des dépôts et des liquidités ;
- la mauvaise tenue de la comptabilité ;
- le manque de rigueur dans l'administration et la gestion des systèmes d'information de gestion (SIG) ;
- les pratiques de manœuvres frauduleuses et/ou de détournements .

3-3 : Suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle de 2003

Le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des missions de 2003 a constitué la deuxième phase du processus de contrôle sur place des SFD.

Structures ayant fait l'objet de suivi des recommandations issues d'une mission de contrôle :

Au total, vingt (20) SFD ont été concernés par le programme de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de contrôle, courant 2004.

Les structures concernées se répartissent comme suit, par système :

- Mutualistes.....	13
- CVECA	3
- Crédits solidaires.....	4

Rappel des principales recommandations

Les recommandations issues des missions de contrôle ont porté principalement sur :

- le respect strict de la loi, se traduisant par :
 - la cessation impérative de tout exercice illégal de la profession, en l'absence d'agrément,
 - l'enregistrement et/ou la déclaration, aux greffes des tribunaux compétents et/ou au Ministère chargé des finances, des exemplaires des statuts et listes des élus ainsi que leurs modifications,
 - la séparation obligatoire des fonctions incompatibles,
 - l'application de taux d'intérêt conformes à la loi, le contrôle des institutions de base affiliées par les institutions faïtières,
 - la production d'états financiers réguliers ;
 - le recrutement et l'emploi de personnel conformément au code du travail ;
- le respect strict des réglementations et procédures internes en vigueur ;
- la dynamisation des organes élus par la tenue régulière des réunions et des contrôles, l'élaboration de PV et de rapports de contrôles et/ou d'activité, ainsi que le suivi des résolutions et des recommandations ;
- la rigueur dans la gestion du crédit, devant se traduire par :
 - l'analyse saine et correcte des demandes de crédit ;
 - l'exigence de garanties fiables ;
 - le suivi permanent des prêts octroyés ;
 - le recours aux mesures légales de recouvrement des créances ;
- l'élaboration de manuels de politiques et procédures administratives, financières et comptables ;
- la mise à disposition des structures de base affiliées, par les structures faïtières, des documents élaborés, adoptés et/ou mis en vigueur par ces dernières ;
- l'élaboration de manuels de procédures budgétaires ;
- la gestion et le suivi rigoureux des dépôts et des liquidités ;
- la tenue de comptabilités fiables et la production d'états financiers corrects ;
- la rigueur dans l'administration et la gestion des SIG ;
- le recours à des mesures vigoureuses, voire des poursuites judiciaires, contre les employés convaincus de pratiques frauduleuses.

Point d'exécution des recommandations :

Les efforts de sensibilisation et de formation entrepris à la fois par la CAS/SFD et l'APIM/Mali doublés de l'appui financier et technique des partenaires au développement intervenant dans la micro finance auront permis de surmonter de nombreuses contraintes auxquelles les SFD étaient confrontées pour la mise en œuvre des recommandations issues des contrôles. C'est ainsi que, d'une manière générale, la proportion dans laquelle lesdites recommandations ont été mises en œuvre se situe dans la fourchette de 40 à 50%.

Toutefois, certaines structures de base non affiliées à des réseaux et/ou ne bénéficiant pas d'appuis financiers et techniques, ont présenté des situations plutôt contrastées.

3-4 : Renforcement des capacités de la CAS/SFD

Le renforcement des capacités de la CAS/SFD a été mené selon deux (2) approches :

- la participation des cadres à des sessions de formation, atelier, et de séminaire ;
- les missions de contrôle conjointes avec l'assistance des structures externes (Direction des Systèmes Financiers Décentralisés de la BCEAO, et les cabinets d'expertise comptables).

Les cadres ont suivi des formations portant sur les modules suivants :

- Comptabilité et analyse financière, par le cabinet FINOR (sur financement de l'US-AID à travers Mali- Finances) ;
- Diversité des Systèmes Financiers ruraux : CNEARC (Banque Mondiale - PDSF) ;
- Analyse financière d'un établissement de crédit (Banque Mondiale - PDSF) ;
- Micro finance : défi institutionnel et enjeu stratégique (AFD et Banque Mondiale).

Quant à la formation pratique, elle s'est traduite par un appui au contrôle sur place par les cabinets privés et des inspections conjointes avec la DSFD (BCEAO) au niveau de certains réseaux.

La CAS/SFD a été renforcée en ressources humaines, par l'affectation de six (6) cadres. C'est ainsi qu'en 2004 le personnel se compose de :

- un (1) Coordinateur ;
- cinq (5) chargés de contrôle dont le chef de bureau
- cinq (5) chargés d'agrément dont le chef de bureau
- un (1) chef de bureau d'administration et comptable
- trois (3) secrétaires d'administration dont une recrutée par le PDSF
- trois (3) chauffeurs dont un recruté par le PDSF
- un (1) agent de saisie informatique recruté par la GTZ (PIFD)
- trois (3) gardiens tous recrutés par la GTZ (PIFD).

IV. SUIVI DU RESPECT DE LA REGLEMENTATION

Les conditions d'exercice des institutions de micro finance sont définies par un dispositif légal et réglementaire adopté par l'ensemble des pays de l'UMOA. C'est ainsi que le cadre juridique réglementant les activités d'intermédiation financière des systèmes financiers décentralisés au Mali est défini par la loi n°94-040 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit et son décret d'application, ainsi que les différentes conventions particulières signées avec les structures ou organisations non mutualistes.

Le suivi du respect de ce cadre juridique par les structures de micro finance passe par, d'une part, l'examen rigoureux et la maîtrise des dossiers de demande d'autorisation d'exercice de la profession et d'autre part, le contrôle et l'assainissement de l'environnement concurrentiel du secteur.

Au cours de l'année 2004, la CAS/SFD a enregistré et procédé à l'examen de nouvelles demandes d'autorisation d'exercice. La situation de ces dossiers se présente comme suit :

4.1. - Evolution des dossiers de demande d'autorisation d'exercice

En vertu de la loi 94-040 du 15 août 1994 portant réglementation des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, l'exercice des activités de collecte de l'épargne et d'octroi de crédit requiert, de la part du promoteur de SFD, l'autorisation préalable du Ministre chargé des finances.

Cette autorisation revêt trois formes :

- L'agrément pour les institutions à caractère mutualiste ;
- Les dispositions particulières convenues avec le Ministre chargé des finances (signature de la convention cadre) pour les structures ou organisations non constituées sous forme mutualiste ;
- la reconnaissance pour les institutions et groupements d'épargne et de crédit ne remplissant pas toutes les conditionnalités requises du régime de l'agrément.

Dans le cadre de ces dispositions, la CAS/SFD a reçu, au titre de l'exercice 2004, de la part des structures de micro finance, quarante deux (42) demandes d'autorisation d'exercice, réparties entre les deux régimes suivants :

- *L'agrément* : quarante (40) demandes formulées par des institutions mutualistes d'épargne et de crédit ;
- *La demande de signature de la convention* : deux (2) demandes émanant des structures non mutualistes.

Aucune demande de reconnaissance n'a été enregistrée.

Par rapport à l'année 2003, on note une certaine évolution des demandes d'autorisation tant au plan de l'extension géographique qu'à celui du renforcement structurel des réseaux existants.

S'agissant des structures mutualistes, la situation se présente comme suit :

- Vingt (20) demandes d'agrément d'institutions de base en cours de constitution au sein des réseaux Kondo Jigima et Jigiyaso Ba respectivement pour douze (12) et huit (8) caisses et s'inscrivent dans le cadre de l'exécution du volet micro crédit du Programme Réduction de la Pauvreté ;
- Treize (13) demandes concernent les caisses non affiliées à un réseau ;
- Quatre (4) demandes ont été introduites par le réseau Nyèsigiso et résultent du processus de fusion de quinze (15) de ses caisses de base, conformément à la politique de restructuration en cours dans le réseau.
- Trois (3) demandes d'agrément d'union regroupant des institutions de base positionnées auparavant comme étant des structures isolées.

Il s'agit de :

- l'union des caisses communautaires d'épargne et de crédit du Guimaya/Youwarou regroupant huit (8) caisses dont le siège social est établi à Ambiri (cercle de Youwarou, région de Mopti).
- l'union des Caisses d'Epargne et de crédit « Soroyiriwaso », regroupant cinq (5) caisses avec comme siège social le District de Bamako ;
- l'Union des Caisses Associatives d'Epargne et de Crédit des Commerçants et Entrepreneurs du Mali avec trois (3) caisses ; et dont le siège social est fixé à Bamako.

Situation comparative des demandes d'autorisation d'exercice entre 2003 et 2004

Type de demande	Nombre dossiers reçus			Observations
	2003	2004	Ecart	
Système mutualiste				
Agrément caisses de base	31	37	6	En 2004, vingt quatre (24) demandes provenaient des réseaux : 12 de Kondo Jigima, 8 de Jigiyaso Ba et 4 de Nyesigiso
Agrément Union de caisse	0	3	3	
Agrément Fédération	0	0	0	
Reconnaissance	3	0	-3	
Système non mutualiste				
Signature de la convention	6	2	-4	
Total	40	42	2	

L'année 2004 a enregistré globalement plus de demandes d'autorisation que 2003, soit deux (2) demandes de plus. La plupart des demandes émane des caisses de base en cours de constitution au sein de réseaux existants. Une certaine évolution est également constatée en terme de demande d'autorisation d'union de caisses avec trois (3) dossiers en 2004 contre zéro (0) durant l'année 2003. Par contre, seulement deux (2) dossiers de demande de signature de la convention cadre ont été enregistrés en 2004 contre six (6) en 2003.

Répartition des demandes par région pour l'exercice 2004

Régions	Nombre de Demandes	Observations
Koulikoro	14	dont onze (11) de Kondo Jigima
Kayes	12	dont six (6) de Jigiyaso Ba, 5 caisses de base non affiliées
Sikasso	3	
Ségou	3	dont 2 caisses issues de fusion
D. Bamako	6	dont 2 caisses issues de fusion
Mopti	3	
Gao	1	
Total	42	

Si au cours de l'année 2003, les régions de Ségou et Mopti ont détenu le record en nombre de demandes d'autorisation d'exercice, la majorité des demandes (plus de 57%) pour l'exercice 2004, émane des régions de Koulikoro et Kayes.

a) Traitement des demandes d'autorisation

Une seule demande a fait l'objet de rejet pour insuffisance de moyens nécessaires à une gestion professionnalisée des activités. Il s'agit de la demande d'agrément de la caisse de Sirakorola.

La plupart des dossiers de demande d'agrément ont fait l'objet d'observations qui ont été prises en charge par les requérants.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité des informations contenues dans les dossiers de demande d'autorisation d'exercice, la CAS/SFD a adopté une nouvelle approche consistant à procéder à l'envoi de missions de vérification sur place, en vue de s'assurer de la véracité et de la conformité de certaines déclarations se rapportant notamment à l'existence de moyens financiers matériels et humains inhérents à la gestion professionnelle des activités d'épargne et de crédit. Ces visites ont été, très souvent, l'occasion pour les agents de la CAS/SFD de donner d'amples informations aux dirigeants et sociétaires/clients sur la réglementation relative aux SFD.

Au total dix (10) SFD ont été concernés par ces missions de vérification au cours de l'exercice 2004.

Les renseignements recueillis sur le terrain ont beaucoup contribué à améliorer l'examen des dossiers et à diligenter la prise de décision de l'autorisation d'exercice.

Situation des autorisations accordées en 2003 comparée à celle de l'année 2004

Type d'autorisations	Nombre d'autorisations accordées			Observations
	2003	2004	Variation	
Agrément caisses de base	30	20	-10	
Agrément Union de caisses	0	0	0	
Agrément Fédération	0	0	0	
Signature de la convention	6	3	-3	
Reconnaissance	0	0	0	
Total	36	23	-13	

Sur quarante deux (42) dossiers, vingt trois (23) ont été étudiés et jugés conformes à la réglementation. Les structures concernées ont, en conséquence, été autorisées à exercer légalement.

Il s'agit de :

- vingt (20) institutions de base, dont dix huit (18) affiliées aux réseaux ;
- trois (3) structures non constituées sous forme mutualiste de type crédit solidaire et collectant de surcroît l'épargne des clients.

Il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus que moins d'autorisations ont été délivrées au cours de l'année 2004 comparativement à l'exercice 2003. L'écart s'explique par le fait que seize (16) demandes sur quarante deux (42) ont été reçues au cours des deux derniers mois de l'année 2004. Leur étude s'est étendue sur l'année 2005.

Répartition des nouvelles autorisations par région pour l'exercice 2004 selon le siège social

Régions	Autorisations	Observations
Koulikoro	7	- des caisses mutuelles de base
Kayes	7	- des caisses mutuelles de base
Sikasso	3	- des caisses mutuelles de base
Ségou	2	- des caisses mutuelles de base
D/Bamako	4	- dont une (1) caisse mutualiste et trois (3) non mutualistes
Total	23	

b) Evolution globale des autorisations d'exercice par région

L'évolution de la situation globale des autorisations, (années 2003 et 2004) est présentée dans le tableau ci-après :

Régions Systèmes	Bko	Kayes	Kouliko	Sikasso	Ségou	Mopti	Tomb	Gao	Kidal	Total
2003										
Mutualistes	79	20	87	105	144	23	6	6	2	452
Crédit solidaire	4	0	1	1	0	2	1	0	0	9
CVECA	0	0	0	0	4	4	0	0	0	11
Autres	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Total	83	20	88	106	148	29	8	6	2	473
2004										
Mutualistes	80	27	74	108	140	23	6	6	2	466
Crédit solidaire	7	0	1	1	0	2	1	0	0	12
CVECA	0	0	0	0	4	4	0	0	0	11
Autres	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Total	87	27	75	109	144	29	8	6	2	490
Taux d'accrois.	4,81%	30,43%	10,29%	2,83%	-2,70%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	4,65%

Les opérations de fusion réalisées par le réseau Nyèsigiso au cours de l'année 2004, ont concerné six (6) caisses de base qui, conformément à la réglementation, ont perdu en conséquence leur personnalité morale au profit des nouvelles institutions créées à Ségou. En conséquence, le nombre total d'institutions de la région de Ségou est passé de 148 à 144 entre 2003 et 2004.

Le taux de couverture s'est amélioré notamment dans les régions de Kayes, Koulikoro et le District de Bamako. Le nombre d'autorisations accordées n'a pas évolué dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal.

c) Situation des SFD en marge de la réglementation au 31/12/2004

La pratique de l'exercice illégal des activités de collecte de l'épargne et de distribution du crédit est constatée à trois niveaux qui sont :

- Les structures de micro finance isolées ne disposant d'aucune forme d'autorisation d'exercice légal, mais exerçant les activités de collecte de l'épargne et d'octroi de crédit. Ces structures sont le plus souvent soutenues par les ONG ;
- Les structures faïtières de fait (Unions non agréées) agissant au nom des institutions de base agréées ;
- Les caisses de base en activité au sein des réseaux mutualistes formels mais non encore agréées.

Le fichier national, issu du recensement des SFD, fait état d'un nombre initial brut de neuf cent vingt huit (928) caisses ou antennes à travers toute l'étendue du territoire national. Ce nombre a été ramené à huit cent soixante dix neuf (879) suite à la dissolution volontaire de quarante trois (43) caisses du réseau Faso Jigi et du retrait des agréments de six (6) caisses Nyèsigiso ayant fusionné.

En incluant le nombre des CVECA et les antennes de crédit solidaire (au total 341) fédérées aux structures signataires de la convention, le répertoire tenu par la CAS/SFD fait apparaître un total de huit cent trente une (831) structures reconnues ou agréées.

Du rapprochement des données de ces deux sources, il ressort, théoriquement, que quarante huit (48) SFD ne disposent d'aucune autorisation d'exercice légal de la profession.

d) Etat de la pratique de l'exercice illégal dans les institutions mutualistes au 31/12/2004

Du rapprochement des données fournies par les rapports d'activités des SFD et de celles du répertoire tenu par la CAS/SFD, on a identifié trente neuf (39) institutions de micro finance en activité illégale, au sein de structures faîtières formellement autorisées (Tableau ci-dessous)

SFD concernés	Nombre déclaré en Activité ¹	Nombre Effectivement Autorisé ²	Ecart	Observations
Kafo Jiginew	128	112	16	Changement de statut juridique en cours
CMEC/PDR-SAN	50	39	11	
UNION CMEC /PDR	3	0	3	
UNION NIAKO	1	0	1	
CAECE	5	3	2	
KARABARA	8	7	1	
YERETASO	7	2	5	
Total	202	163	39	

1. données selon les informations des rapports d'activités des SFD

2. données selon le répertoire de la CAS/SFD

Face à ces constats d'exercice illégal de l'activité, la CAS/SFD a d'une part, initié des missions d'informations et de sensibilisation dans deux régions (Kayes et Koulikoro) et d'autre part, tenu des ateliers locaux organisés sur le micro crédit en vue d'amener les structures mises en cause à se conformer aux dispositions légales. Suite à ces différentes actions appuyées par des lettres de mise en demeure, on a constaté un début de régularisation de la situation juridique de certaines structures promues par les ONG. En effet, une dizaine de demandes d'autorisation d'exercice ont été introduites auprès du Ministre chargé des Finances. Par ailleurs, la CAS/SFD continue d'enregistrer de nombreuses requêtes d'informations de la part des promoteurs des SFD en marge de la réglementation en vue de s'informer davantage sur les éléments constitutifs du dossier de demande d'autorisation d'exercice.

4-2-. Etat de l'application des sanctions pour non respect des dispositions légales

Les différents contrôles effectués par la CAS/SFD au cours de l'année 2004, ont relevé des cas d'infractions aux dispositions légales notamment la non fourniture à temps des rapports d'activités annuels et états financiers, appelant ainsi des sanctions pécuniaires à l'encontre des SFD contrevenants. En 2004, dix neuf (19) SFD ont été concernés par cette mesure.

V. APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE LA MICRO FINANCE

5-1. Plan d'actions pour le développement de la micro finance

Le processus d'évaluation finale du Plan d'actions 1999-2002, qui a démarré en 2003, a fait le constat que le secteur de la micro finance au Mali, après quatre années d'expansion très soutenue, présente des signes importants de fragilité, porteurs de risques pour l'avenir. C'est pourquoi, cette évaluation a proposé la poursuite de l'appui au développement du secteur de la micro finance à travers un nouveau Plan d'action axé essentiellement sur la consolidation et la restructuration des SFD existants.

L'atelier national de validation des orientations stratégiques de ce Plan, tenu en Novembre 2004, a défini la vision consensuelle des acteurs pour le développement du secteur et fixé les axes et objectifs du plan comme suit :

- La vision consensuelle de la micro finance au Mali pour les années à venir est la suivante : *« Par une couverture géographique nationale, la micro finance doit permettre au maximum de populations, d'accéder à des services financiers de proximité offert avec professionnalisme par des structures de micro finance intégrées au système financier national et, en tout état de cause, en respectant la viabilité financière et institutionnelle de manière à assurer leur pérennité ».*
- La période du nouveau Plan est de quatre ans, à savoir 2005-2008 ;
- Les objectifs généraux identifiés par le nouveau plan d'action, sont :
 - a) Une amélioration de l'accès des populations les plus démunies aux services financiers de proximité ;
 - b) La professionnalisation du secteur ;
 - c) La viabilisation et la pérennisation des structures de micro finance.
- Trois (3) grands domaines clés d'intervention ont été identifiés, à savoir :
 - a) Le renforcement, la généralisation et l'amélioration du contrôle et de la surveillance du secteur ;
 - b) la restructuration et la consolidation des institutions de micro finance, à travers : ;
 - c) la promotion en faveur d'un développement extensif, mais aussi qualitatif du secteur.

Sur la période 2005-2008, la mise en œuvre des activités programmées nécessitera un financement total évalué à environ 13,500 milliards de Fcfa.

5-2. : Les activités du Groupe Consultatif National pour la Micro finance

Créé par le décret n°98-242/P-RM du 3 août 1998, le Groupe Consultatif National pour la Micro finance (GCNM) a pour mission d'assurer l'orientation, le pilotage et le suivi du développement du secteur de la micro finance au Mali.

A ce titre, il est chargé de :

- susciter, coordonner et assurer le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action pour le développement de la micro finance ;
- renforcer la concertation entre les Autorités de tutelle, les Partenaires Techniques et Financiers et les SFD ;
- proposer toutes mesures susceptibles de contribuer au développement de la micro finance.

Le GCNM comprend les représentants de l'Etat, de la BCEAO, des Partenaires Techniques et Financiers et de l'Association Professionnelle des Institutions de Micro finance (Apim-Mali). Il se réunit une fois par trimestre et son secrétariat est assuré par la CAS/SFD.

Au cours de l'année 2004, le GCNM s'est réuni deux (2) fois et a examiné plusieurs questions et préoccupations liées au développement du secteur de la micro finance dont notamment :

- les conclusions du rapport d'évaluation finale du Plan d'action 1999-2002 ;
- les propositions de grandes orientations stratégiques du nouveau Plan d'action ;

- l'état d'avancement du processus de création du Centre commun de formation Banque – Micro finance.

Le GCNM a formulé des recommandations pertinentes par rapport à toutes ces questions notamment la nécessité d'organiser un atelier national sur les grandes orientations stratégiques du nouveau Plan d'action.

5-3. : Les appuis des partenaires au profit du secteur de la micro finance

L'année 2004 a été marquée par un certain nombre d'appuis et d'interventions de plusieurs partenaires techniques et financiers impliqués dans le développement de la micro finance au Mali, parmi lesquelles il convient de citer :

- Au niveau de la BCEAO
 - La tenue à Bamako en mars 2004 d'un séminaire régional sur l'aménagement du cadre juridique et la surveillance des SFD. Ce séminaire a regroupé les correspondants nationaux de la BCEAO et les responsables et agents des structures ministérielles de suivi des SFD du Bénin, du Burkina, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo.
- Au niveau de l'APIM-Mali et ses membres
 - La tenue des assemblées annuelles des réseaux membres de l'Apim-Mali ;
 - La tenue à Bamako, en Décembre 2004, de la quatrième Conférence annuelle du Réseau AFMIN.
- └ Au niveau de la CG/PDSF
 - L'appui technique et financier au processus d'élaboration du nouveau Plan d'Action pour le développement de la micro finance ;
 - La participation au financement des missions de contrôle et d'audit des SFD, du fonctionnement de la Cellule, des activités de formation et de la participation des cadres de la CAS/SFD à des rencontres au plan national et international.
- └ Au niveau du PIFD/GTZ
 - La participation au financement de l'aménagement et l'équipement des locaux abritant les bureaux de la Cellule et de son fonctionnement ;
 - Le financement de la participation de cadres de la CAS/SFD à des séminaires de formation ;
 - Le financement de certaines missions d'inspection et de contrôle de SFD.
- Au niveau du *Projet Mali Finances / US- AID*
 - Le financement de la finalisation de l'étude visant la création de la centrale de risques pour les SFD.

VI. CONCLUSION

Le secteur de la micro finance a, au cours de l'exercice 2004, connu une évolution relativement favorable, caractérisée par, d'une part, la tendance à la hausse des principaux indicateurs d'activités notamment le sociétariat, le taux de pénétration, les encours de dépôts et de crédits et d'autre part une nette amélioration de la qualité du portefeuille de crédits de la plupart des SFD.

Le secteur de la micro finance continue d'être dominé par les structures mutualistes tant en termes de sociétariat et que d'offre de services financiers de proximité.

La croissance du sociétariat en 2004 est imputable à l'extension des réseaux existants à travers la création de nouveaux points de service notamment dans les zones semi-urbaines et rurales. Le sociétariat féminin enregistre une tendance à la hausse comparativement aux années antérieures.

La couverture géographique du pays en services de micro finance continue de s'améliorer malgré les inégalités dans la répartition des SFD entre les régions. Les régions du Nord sont faiblement couvertes par l'offre de services de micro finance.

Les dépôts des SFD constitués de ressources à court terme (dépôts à vue ou dépôts obligatoires) alors que certains continuent à développer de nouveaux produits de crédit à moyen et long termes, à savoir le crédit hypothécaire, les prêts d'équipements et d'intrants agricoles, le financement des travaux d'aménagement hydro-agricole, etc..

Les charges d'exploitation des SFD notamment les charges financières et du personnel ont augmenté plus vite que les produits d'exploitation.

Les constats de dysfonctionnements relevés lors des missions de contrôle de la CAS/SFD, confirment l'existence de contraintes liées à la faiblesse des systèmes internes de gestion (SIG) et la gouvernance au sein des structures visitées.

Malgré une évolution relativement favorable au cours de l'année 2004, le secteur de la micro finance au Mali, reste toujours confronté à des difficultés structurelles (diversité des tailles des réseaux, faiblesse des SIG, problème gouvernance interne, etc...) qui nécessitent la mise en œuvre d'actions de consolidation et de restructuration et le renforcement de la surveillance et du contrôle.

La relecture des textes de la CAS/SFD visant la séparation des fonctions de contrôle et de promotion ainsi que la mise en œuvre du nouveau plan d'action 2005-2008 devront contribuer au renforcement du secteur.

ANNEXES

ANNEXE I

DONNEES RELATIVES AU NOMBRE DE STRUCTURES ET AU SOCIETARIAT DES SFD AU 31/12/2004

N° d'ordre	SFD	Données	Nbre de caisses	Nbre de d'unions	Nbre de fédérations	femmes	hommes	Nbre de membres groupements	Total
<i>Mutualistes</i>									
1	Kafo Jigjow		128	0	1	45 525	131 598	7 739	184 862
2	ECOM		54	5	1	5 613	11 220	655	17 488
3	Nyégis		48	1	-	41 632	72 011	9 486	123 129
4	Kondo Jigina		53	1	-	12 455	25 315	2 410	40 180
5	Konéni		14	1	-	10 564	22 587	1 073	34 224
6	Jigjow Ba		24	1	-	6 271	3 465	1 007	10 743
7	Camco Nationale		21	1	-	1 953	4 321	103	6 377
8	CMC 2DR SAN		50	3	-	6 821	9 988	1 691	18 500
9	Kolon Kafoso		1	-	-	1 822	3 792	101	5 715
10	KAC		5	-	-	1 186	2 806	120	4 112
11	Niako		3	-	-	1 740	3 133	93	4 966
12	Sesawaka Gabel 2002		15	-	-	848	1 539	86	2 473
13	Karabara		8	-	-	3 557	1 073	-	4 630
14	Wouri Crédit Lpaigne		1	-	-	nd	nd	nd	-
15	Sudu Daxth		1	-	-	711	648	18	1 377
16	Tonus		4	-	-	797	632	38	1 462
17	RECA Donkougui		4	-	-	415	695	122	1 232
18	Démessow		1	-	-	198	987	33	1 218
19	CCFC Youwarou		7	-	-	550	943	37	1 530
20	Yéretaso R. TALL		7	1	-	516	23	12	551
21	Bur'tumba		1	-	-	nd	nd	nd	-
22	C&C Yérelaso AMAPFF		6	-	-	714	12	5	732
23	CEMEC Espoir		1	-	-	272	712	56	1 040
24	Darnu O Péré		1	-	-	560	951	84	1 595
S/TOTAL MUTUALISTES						144 715	298 452	24 969	468 136

NB: Le nombre de Caisses et d'Unions sont celles déclarées par les SFD sur la base des Rapports fournis
nd : non déterminé

ANNEXE I (Suite)

DONNEES RELATIVES AU NOMBRE DE STRUCTURES ET AU SOCIETARIAT DES SFD AU 31/12/2004

N° d'ordre	SFD	Données	Nbre d'Antennes/Calisses	Nbre d'Associations	Nbre de membres			Total
					femmes	hommes	groupements	
Credit solidaires								
1	Canef		22	1	18 157	-	(404).	18 157
2	Pyol		3	1	7 107	4 849	(1 526).	11 956
3	Misé éni		18	3	15 476	-	(7 814).	15 476
4	Nayral NEF		0	2	1 331	189	(22).	1 520
5	Nyeta Musow		0	1	4 714	-	(233).	4 214
6	RMCR		5	1	4 542	1 154	(8).	5 696
7	Soro Yirweso		6	1	13 726	-	(3 426).	13 726
8	SOI OBAJC (ISB)		2	1	556	124	(63).	680
S/TOTAL CREDIT SOLIDAIRE					65 109	6 316	(8 596).	71 425
CVECA								
1	Cveca Pays Dogon		62	3	9 583	23 218		32 801
2	Cveca Ierc Région		48	2	10 175	17 519	623	28 317
3	Cveca San/Djenné (PASACCOOP)		50	2	8 309	12 477	463	21 249
4	PASECA Kayes		41	2	4 323	7 346	267	11 936
5	PASECA Macina/Terenkou		77	2	2 444	1 762	175	4 381
6	CVECA ON		50	3	9 305	15 555	1 959	26 819
7	CVECA/Ouél-Siby-Kangaba		/	1	357	496	28	881
S/TOTAL CVECA					285	78 373	3 515	126 384
Autre système								
1	Azaouad Finances S.A		1	0	65	617	13	695
S/TOTAL					1	617	13	695
TOTAL ENSEMBLE SFD					254 385	383 758	28 497	666 640

() groupements pris en compte dans le sociétariat global

ANNEXE II **DONNEES RELATIVES AUX RESSOURCES DES SFD AU 31/12/2004**

Valeurs en millions de FCFA

N° d'ordre	Données	Montant des dépôts	Fonds propres hors subvention	Ligne de crédit	Subvention	Ressources affectées	Total des Ressources	Nbre de déposants	Montant moyen des dépôts	Taux d'intérêt créditeur	Total Actif
	SFD										
	Mutualistes										
1	Kafo Jigawa	9 159 558	2 458 753	4 329 542	97 877	0	16 045 736	172 812	53	3 à 4%	18 342 775
2	FCRYD	1 019 277	230 992	1 675 988	410 141	0	3 336 396	21 955	46	6%	3 680 546
3	Pyéaigro	5 114 873	1 318 809	200 136	102 406	108	6 736 332	113 642	45	3 à 6,5%	7 551 227
4	Kordof Jigima	2 897 334	788 029	441 155	31 196	0	2 581 586	34 557	84	3,5 à 4,5%	2 850 536
5	Demeri	2 667 700	387 064	460 395	17 427	0	3 527 506	27 833	95	4 à 6%	3 825 776
6	Nglyaso Sa	475 936	316 666	93 820	123 144	0	1 015 566	8 666	55	4%	1 065 058
7	Camero Nationale	205 111	72 327	161 271	22 436	0	561 145	6 240	49	3 à 4,5%	601 952
8	CEMFC PERS SAN	130 641	76 915	81 397	44 205	0	333 158	5 142	25	10%	35 736
9	Kolon Kafoso	262 613	44 368	0	211	0	307 192	5 715	45	8 à 15%	310 406
10	CAPCH	1 849 606	2 216 130	411 467	0	63 093	4 540 246	8 781	211	nd	4 668 185
11	biako	346 896	117 169	130 389	0	0	794 454	2 752	243	6%	794 445
12	Sasawaka Global 2000	30 003	12 904	18 360	2 478	0	63 745	585	51	6%	64 232
13	Karabara	110 102	21 440	0	74 390	0	155 932	2 906	38	1 à 6%	163 378
14	Wouri Crédit Epargne	8 560	1 028	1 071	6 355	0	14 958	1 798	5	nd	14 058
15	Sudu Diawo	104 502	9 025	295 486	1 817	0	410 830	598	175	nd	407 046
16	Tonjs	8 558	13 731	0	3 715	150	25 604	804	11	5%	29 375
17	RLCA Donkasigui	25 296	7 945	0	0	0	33 241	739	34	6,5%	6 187
18	Déméziow	43 799	4 709	585	41 896	0	1 149	461	91	4 à 6,5%	96 526
19	CCFC Youwarou	2 672	1 186	0	5 109	0	8 967	nd	nd	2%	10 563
20	Yérétaso R. TALL	8 000	12 976	0	0	0	20 976	551	15	3%	20 977
21	Buntumba	3 955	1 500	0	0	0	5 455	nd	nd	nc	5 645
22	CEC Yérétaso AMAPEP	6 504	12 511	0	1 799	0	20 814	474	14	7%	21 492
23	CEMFC Espoir	38 450	5 208	7719	1 189	0	52 566	197	195	nc	52 618
24	Derna O Péré	64 444	9 927	20 000	0	0	94 371	1 595	40	6%	100 437
S/TOTAL MUTUALISTES		24 884 390	6 562 654	8 329 085	941 791	63 301	40 781 221	4 8324	59		41 965 273

nd = non déterminé

ANNEXE II (Suite)

DONNEES RELATIVES AUX RESSOURCES DES SFD AU 31/12/2004

(Les montants en millions de l CFA)

N° d'ordre	Données	Montant des dépôts	Fonds propres et subventions	Ligne de crédit	Subventions	Ressources affectées	Total des Ressources	Nbre de déposants	Montant moyen des dépôts	Taux d'intérêt créditeur	Total Bilan
	SFD										
Credit solidaires											
1	Carrel	208 434	344 977	294 510	0	0	820 021	18 157	16	nd	517 397
2	Apel	514 070	389 577	177 000	28 181	0	1 103 828	11 056	43	4,50%	1 088 256
3	V. S. S. S.	239 957	342 517	200 900	28 308	0	898 785	15 476	22	nd	881 947
4	Neural Net	5 211	297 930	-	4 701	0	307 842	1 520	3	nd	157 430
5	Mythe Musée	130 179	777 451	-	58 385	0	465 715	4 214	31	2,5%	410 858
6	RMOR	23 248	50 555	-	57 033	28 515	181 171	2 625	21	3%	335 600
7	Scot Vintage	110 568	276 077	50 000	58 150	0	491 801	13 776	8	nd	759 826
8	SOLOSAIO (153)	5 303	1 888	-	-	0	7 791	97	61	5%	5 336
S/TOTAL		1 448 275	1 961 969	621 670	227 985	19 515	4 270 454	67 709	71		4 556 697
CVECA											
1	CVECA Pays D'ougn	178 239	39 481	52 568	26 381	63 014	359 683	2 023	86	10%	387
2	CVECA Lero Région	117 896	243 561	207 871	36 462	70 697	556 486	3 415	43	12%	558
3	Sanghaï (PASACOP)	127 638	139 074	50 316	15 745	-	337 774	3 370	38	3,5 à 7%	347
4	PASECA Kayes	403 474	130 437	-	41 995	-	575 910	2 553	158	3 à 5%	576
5	PASECA Médina	26 946	8 972	-	41 587	-	77 505	1 089	25	2 à 9%	77
6	CVECA ON	467 813	443 084	973 102	78 263	-	1 962 267	11 323	41	5 à 10%	2 710
7	CVECA/Qué Silly-Kangara	6 918	1 437	-	11 075	-	19 130	356	19	6 à 7%	19
S/TOTAL		1 358 924	906 040	1 283 857	251 574	83 711	3 884 052	24 129	36		2 669
Autre système											
1	Arondissements S.A	162 179	214 721	79 627	54 780	0	411 307	nc	nd	8 à 13%	415 082
S/TOTAL		162 179	114 721	79 627	54 780	0	411 307	0	nc		415 082
TOTAL ENSEMBLE SFD		27 853 768	9 545 350	10 314 175	1 476 070	166 627	49 356 034	347 579	80		46 841 721

nd = non déterminé

ANNEXE III

DEPOTS DES MEMBRES AUPRES DES SFD AU 31/12/2004

(valeurs en milliers de F CFA)

N° d'ordre	SFD	Dépôts	Dont dépôts à vue	Dont dépôts à terme	Autres Dépôts	Total
		<i>Mutualistes</i>				
1	Kafu Jigiewe		6 184 455	832 269	1 162 145	8 178 869
2	CCF MD		46 757	318 013	547 142	9 012 913
3	Myestigue		3 922 504	487 138	671 663	5 084 275
4	Kondo Tigima		1 564 720	263 363	1 069 249	2 897 332
5	Jérémie		2 339 812	122 334	192 891	2 655 037
6	Jigivassé Ba		407 069	24 899	43 657	475 625
7	Caotec Nationale		89 462	39 416	166 763	295 641
8	CMTC PDR SAN		35 643	88 195	1 785	125 623
9	Kolon Kafoso		229 539	10 350	7 101	247 090
10	CAF-CE		944 320	11 395	892 382	1 848 097
11	Mako		191 126	18 991	333 778	540 895
12	Sasawaka Global 2020		10 612	15 803	3 603	30 048
13	Ka-alaba		51 698	58 403	-	110 101
14	Wouri Crédit Epargne		8 560	-	-	8 560
15	Sudu Diawdi		75 723	-	28 778	104 501
16	Torus		6 880	965	673	8 518
17	RICA Donkassigu		25 296	-	-	25 296
18	Dénésow		32 829	1 040	9 873	43 742
19	CCF-C Youwarou		90	491	1 759	2 331
20	Yardissac R. FALL		8 000	-	-	8 000
21	Duntumba		2 498	1 155	240	3 893
22	CCF Yérélasso AMAPEF		6 504	-	-	6 504
23	CÉMEC Espoir		31 688	-	2 959	37 647
24	Daru O Péré		47 858	5 115	11 347	64 320
S/TOTAL MUTUALISTES			16 223 915	2 294 166	5 250 779	23 768 860

ANNEXE IV (Suite)

DEPOTS DES SFD AUPRES DU SYSTEME BANCAIRE AU 31/12/2004

(valeurs en milliers de F CFA)

N° d'ordre	Dépôts	Dont dépôts à vue	Dont dépôts à terme	Total
SFD				
<i>Crédits solidaires</i>				
1	Canel	58 886	0	58 886
2	Filyci	9 506	103 000	112 506
3	Misakari	39 824	22 500	62 324
4	Nayral NEF	97 051	-	97 051
5	Nyeta Musow	-	99 864	99 864
6	RMCR	43 345	10 148	53 493
7	Soro Yirwaso	130 886	-	130 886
8	SOTOBALO (ISB)	4 130	-	4 130
S/TOTAL CREDIT SOLIDAIRE		383 628	235 512	619 140
CVECA				
1	Cveca Pays Dogon	233	17 112	17 345
2	Cveca 1ere Région	6 / 999	1 000	68 999
3	Cveca San/Djenné (PASACCOOP)	47 381	4 975	52 356
4	PASECA Kayes	46 173	-	46 173
5	PASECA Macina/Ilenenku	-	-	0
6	CVEAC ON	276 428	35 679	312 107
7	CVECA/Ouéli-Sily-Kangaba	-	-	-
S/TOTAL CVECA		438 214	58 766	496 980
Autre Systeme				
1	Azaouad Finances S.A	-	20 000	20 000
S/TOTAL		-	20 000	20 000
TOTAL ENSEMBLE SFD		4 039 454	1 582 520	5 621 974

ANNEXE V

SITUATION DES REFINANCEMENTS BANCAIRES AU 31/12/2004

Valeurs en millions de CFA

N° d'ordre	BANQUES	BDM-sa	BNDA	BMS-sa	BOA	BIM-sa	BICIM	BHM	Ecobank	BEI	TOTAL
	SFD										
	Mutualistes										
1	Scate (CIB)		800	554		350				1 311	3 115
2	ECPEM			450							450
3	Mutualiste										
4	Komercy (CIB)		50	150							200
5	Témén		50	150							200
6	Dignyaso (CIB)			93							93
7	La Pec Nationale							83,50			83,50
8	CEC POK SAM		81								81
9	Kolon Kaboso										
10	ICAFI			75							75
11	Kilako			150							150
12	Sasawaka (CIB) 2000			18							18
13	Karabara										
14	Wouri Crid : Eoarghe										
15	Sudu Diaweli			37							37
16	Torou										
17	RECA Dorkasqui										
18	Démbow			43							43
19	CEC Youwarou										
20	Yeréaso (CIB) A.L.										
21	Bunkumba										
22	CEC Yeréaso AMAPF										
23	CEMEC Espoir										
24	Dani O Péré										
	S/TOTAL MUTUALISTES		981	1 820		350		83,50		1 311	4 545,50

ANNEXE V (Suite)

SITUATION DES REFINANCEMENTS BANCAIRES AU 31/12/2004

(Valeurs en millions de FCFA)

N° ordre	BANQUES											TOTAL
		Credit solidaires	BDM-SA	BND	BMS-SA	BOA	BLM-SA	BICIM	BHM	Ecobank	BEI	
1	Cane	-	200	150	300	50	-	-	-	-	-	200
2	Piyell	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	300
3	Mielet	-	150	50	-	-	-	-	-	-	-	200
4	Nayral NEF	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Nyeta Musow	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	RMCR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	Sono Yiwaso	-	50	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	SOTOBALO (TSB)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
S/TOTAL CREDIT SOLIDAIRE		-	400	500	-	-	-	-	-	-	-	900
CVECA		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	Cveca Pays Dogon	-	50	-	-	-	-	-	-	-	-	50
2	Cveca Iere Région (Kila/Bafoulabe)	-	132	-	-	-	-	-	-	-	-	132
3	Cveca San/Dioné (PASACCOOP)	-	50	-	-	-	-	-	-	-	-	50
4	PASECA Kayes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	PASECA Macina/Tanenkou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	CVECA ON	-	1 446	-	-	-	-	-	-	-	-	1 446
7	CVECA/Oud-Siby-Kangaba	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
S/TOTAL CVECA		-	1 678	-	-	-	-	-	-	-	-	1 678
Autre Système		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	Attitude Finances S.A	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
S/TOTAL		-	-	3 059	2 320	-	350	-	84	-	1 311	7 123,50
TOTAL ENSEMBLE SFO		-	-	3 059	2 320	-	350	-	84	-	1 311	7 123,50

ANNEXE VI

DONNEES RELATIVES AUX CREDITS OCTROYES DANS L'ANNEE AU 31/12/2004

(valeurs en milliers de F CFA)

N° d'ordre	SFD	Données	Cumul des crédits dans l'année	% du total	Cumul du Nbre de crédit dans l'année	Montant moyen des crédits dans l'année
<i>Mutualistes</i>						
1	Kafo Jigmeu		13 336 676	36,80	92 225	145
2	CCRMID		2 385 722	6,58	21 180	113
3	Yyedigiso		5 935 375	16,38	10 950	542
4	Sonoco Jigima		2 500 000	6,90	2 052	1 218
5	Jeném		2 500 000	6,90	5 895	474
6	Jigiyaso Ba		1 899 977	5,24	2 947	645
7	Camet Nationale		1 400 000	3,86	9 044	155
8	CMEC SDR SAN		380 197	1,05	7 491	51
9	Kolon Kafoso		152 950	0,42	179	854
10	CMEC		3 856 000	11	1 608	2 398
11	Niako		919 534	2,54	1 185	776
12	Sasawaka Global 2000		85 505	0,24	412	208
13	Karabara		144 094	0,40	2 650	54
14	Wouli Crédit Epargne		9 705	0,03	273	36
15	Sudju Diawdi		381 283	1,05	268	1 123
16	Tonus		23 280	0,06	451	52
17	RECA Donkasiqui		84 189	0,23	84	1 002
18	Beniesow		99 875	0,28	369	271
19	CCEC Youwarou		12 507	0,03	300	42
20	Yorétaso R. TALL		9 860	0,03	539	18
21	Duntumba		nd		nd	nd
22	CEC Yérébaso AMMEP		4 065	0,01	19	214
23	CCEMEC Espoir		46 895	0,13	57	823
24	Damu O Péré		77 159	0,20	588	125
S/TOTAL MUTUALISTES			36 239 848	100	160 766	225

nd = non déterminé

ANNEXE VI (Suite)

DONNEES RELATIVES AUX CREDITS OCTROYES DANS L'ANNEE AU 31/12/2004

(valeurs en milliers de Fcfa)

N° d'ordre	SFD	Données	Cumul des crédits dans l'année	% du total	Cumul du Nbre de crédit dans l'année	Montant moyen des crédits dans l'année
<i>Crédit solidaires</i>						
1	Canef		1 238 753	20,15	18 126	68
2	Piyell		1 286 517	20,92	4 282	300
3	Miséleni		1 284 575	20,89	15 476	83
4	Naytal NEF		137 110	2,23	1 520	90
5	Nyeta Musow		688 745	11,20	6 000	115
6	RMCR		180 805	2,94	8 455	21
7	Soto Yir waso		1 327 000	21,58	25 650	52
8	SOTOBAJO (ISB)		5 646	0,09	268	21
S/TOTAL CREDIT SOLIDAIRE			6 149 151	100	79 777	77
<i>CVECA</i>						
1	Cveca Pays Dogon		265 287	8,05	8 464	31
2	Cveca 1ere Région		387 276	11,76	8 984	43
3	Cveca San/Djenné (PASACCOOP)		274 292	8,33	6 495	42
4	PASECA Kayos		572 415	17,38	5 903	97
5	PASECA Macina/Tenenkou		474 432	1,44	3 186	15
6	CVECA ON		1 741 654	52,88	10 579	165
7	CVECA/Quel-Siby-Kangaba		5 511	0,17	428	13
S/TOTAL CVECA			3 293 867	100	44 039	229
<i>Autre Système</i>						
1	Azaouad Finances S.A		nd		nd	nd
S/TOTAL						
TOTAL ENSEMBLE SFD			45 682 866	100	284 582	531

nd = non déterminé

ANNEXE VI:

DONNEES RELATIVES AUX ENCOURS DE CREDIT AU 31/12/2004

(valeurs en millions de F.C.F.A.)

N° d'ordre	SFD	Données	Montant de l'encours des crédits	% du total	Nbre de crédit encours	Montant moyen des crédits encours	taux d'intérêts débiteurs
Mutualistes							
1	Kafu Iigineu		12 000 298	40,10	93 904	128	10 à 24%
2	GERMD		2 622 200	8,75	16 955	155	9 à 24%
3	Nyèsiguc		4 660 100	15,57	10 580	440	14 à 27%
4	Kondro Iqima		1 468 925	4,91	1 586	926	18 à 24%
5	Jémén		3 183 123	10,64	3 473	917	24%
6	Jig yaso Ba		601 588	2,01	770	781	27%
7	Camtec Nationale		229 944	0,77	1 971	117	12 à 24%
8	UMI C. PDR SAN		220 747	0,71	1 779	124	27%
9	Kolon Kafoso		176 045	0,59	195	903	15%
10	CA/CE		3 134 066	10,47	18 563	169	24%
11	Niako		762 931	2,55	1 779	429	24%
12	Sasawaka Global 2000		33 859	0,11	250	135	12 à 40%
13	Karabara		114 978	0,38	2 064	56	24%
14	Wouri Crédit Epargne		42 756	0,14	558	77	24%
15	Sudu Diawdi		349 071	1,17	285	1 225	11 à 40%
16	Tonus		18 865	0,06	687	27	27%
17	RFCA Donkasigui		15 979	0,05	53	301	20%
18	Dômesow		75 833	0,26	369	208	24%
19	CCEC Youwarou		77 304	0,26	1 663	46	27%
20	Yérébaso R. FALL		8 988	0,03	510	17	18 à 24%
21	Buntumba		2 103	0,01	nd	nd	nd
22	CEC Yérébaso AMAPEP		10 110	0,03	232	44	24%
23	CEMEC Espoir		30 312	0,10	nd	nd	nd
24	Damu O Péré		86 307	0,29	550	157	36%
S/TOTAL MUTUALISTES			29 927 378	100	158 782	188	

nd = non déterminé

ANNEXE VII (Suite)

DONNEES RELATIVES AUX ENCOURS DE CREDIT AU 31/12/2004

(valeurs en milliers de Fcfa)

N° d'ordre	SFD	Données	Montant de l'encours des crédits	% du total	Nbre de crédit encours	Montant moyen des crédits encours	taux d'intérêts débiteurs
<i>Crédit solidaires</i>							
1	Camef		321 563	10,96	18 126	18	27%
2	Piyell		907 375	30,99	2 935	309	20 à 27%
3	Misc Oni		682 671	23,37	12 826	53	15%
4	Nayral NEF		40 950	1,40	1 256	33	12 à 24%
5	Nyelé Muscov		237 856	8,12	3 513	68	17,14%
6	RMCR		215 229	7,35	5 227	41	24%
7	Soro Yiliwaso		519 497	17,74	75 650	20	25%
8	SOTOBAGO (ISB)		3 150	0,11	192	16	24 à 30%
S/TOTAL CREDIT SOLIDAIRE			2 928 241	100	69 725	42	
<i>CVECA</i>							
1	Cveca Pays Dogon		185 228	5,62	5 054	37	27%
2	Cveca 1ere Région		398 411	12,10	8 690	46	27%
3	Cveca Sam/Djenné (PASACCOOP)		194 704	5,91	4 304	45	27%
4	PASECA Kayes		343 015	10,42	3 280	105	21 à 25%
5	PASECA Macina/Teninkou		23 020	0,70	1 224	19	30%
6	CVECA ON		7 144 659	65,13	9 978	215	20 à 25%
7	CVECA/Oué/Siby-Kangaba		4 059	0,12	428	9	27%
S/TOTAL CVECA			3 293 096	100	32 958	100	
<i>Autre Système</i>							
1	Azadoud Finances S.A		178 681	100	nd	nd	nd
S/TOTAL			178 681	100	-	-	
TOTAL ENSEMBLE SFD			36 327 396		261 465	330	

nd = non déterminé

ANNEXE VIII

DONNEES RELATIVES A LA QUALITE DU PORTEFEUILLE DES SFD AU 31/12/2004

(valeurs en milliers de F CFA)

N° d'ordre	SFD	Mutualistes	%Taux de remboursement	Taux de recouvrement des créances souffrances	Montant des créances en souffrances	% Taux de dégradation
1	Kafu Jigimow		93,60%	nd	708 513	6,36
2	FURVD		84,30%	4%	58 758	2,29
3	Nyessigiso		55,31%	nd	222 576	5,37
4	Komda Jigimia		90,00%	40%	263 777	16,15%
5	Jaméni		92,60%	34%	86 631	3,41%
6	Jigiyasc Ba		95,63%	95,15%	4 781	0,80
7	Camex Nationale		99%	69%	18 056	7,85%
8	CMEC PDR SAN		95%	95%	2 179	1,35
9	Kolon Kafoso		nd	nd	45 344	25,75
10	CARCI		nd	98,85	7 100	2,29
11	Blako		96%	44%	7 411	
12	Sawawaka Gbaha 2000		59,30%	39,07%	302	0,9
13	Karahara		94,37%	nd	2 930	2,57
14	Wojun Crédit Epargne		100,00%	0	0	3
15	Sudu Diawdi		91,18%	nd	10 361	3,31
16	Tonus		71,15%	45,41%	968	17,03
17	RICA Dinkasigui		78,01%	74,60%	2 553	34,6
18	Déméssou		99,38%	87,71%	94	0,12
19	CCEC Youwarou		95,75%	93,29%	159	4,48
20	Yéréfaso R TAI I		92,00%	0,00%	855	9,52
21	Buntumba		nd	nd	534	33,5
22	CEC Yéréfaso AMAPEF		82,23%	78,18%	1 229	11,37
23	CEMEC Espoir		73	78	2 235	7
24	Damu O Péré		92,00%	80%	1 541	2,18
TOTAL MUTUALISTES					1 448 655	

nd = non déterminé

ANNEXE VIII (Suite)

DONNÉES RELATIVES A LA QUALITE DU PORTEFEUILLE DES SFD AU 31/12/2004

(valeurs en milliers de F CFA)

N° d'ordre	SFD	%Taux de remboursement	%Taux de recouvrement des créances en souffrances	Montant des créances en souffrances	% Taux de dégradation
Crédit solidaires					
1	Canef	97,08	49	40 311	12,53
2	Piyell	99,015	77,90%	35 734	3,98
3	Miseléni	99,82	98,95%	14 566	2,13
4	Navral NEF	98	0,00%	-	0
5	Nyéla Musow	99,15	26,09%	38	0,01
6	RMGR	82	73,00%	22 720	9,89
7	Soto Yitiwaso	99,5	0,00%	607	0,11
8	SOTOBAJO (TSR)	100	0,00%	-	0
S/TOTAL CREDIT SOLIDAIRE				113 976	
CVECA					
1	Cveca Pays Dogon	98	67	6 042	3,6
2	Cveca Lere Région	95	30	15 465	4,98
3	Cveca Sain/Djenné (PASACOP)	94	58	10 612	6
4	PASECA Kayes	93,8	87,4	7 767	1,9
5	PASECA Macina/Tenenkou	99,8	95,9	40	0,2
6	CVECA ON	96	9	115 693	5
7	CVECA/Ouel-Sily-Kangaba	96	nd	nd	nd
S/TOTAL CVECA				155 619	
Autre Système					
1	Azaouad Finances S.A	nd	nd	11 280	6,73
S/TOTAL				11 280	
TOTAL ENSEMBLE SFD				1 729 530	

nd — non déterminé

ANNEXE IX

PRODUITS D'EXPLOITATION DES SFD AU 31/12/2004

(valeurs en millions de F CFA)

N° d'ordre SFD	Produits	Produits financiers	Autres produits	Reprise sur amortissements	Reprise sur provisions	Produits exceptionnels	Totaux
<i>Mutualistes</i>							
1	Kafu Jignew	2 006 067	249 446	0	392 371	182 259	2 830 143
2	ECRMO	221 182	0	0	61 823	78 789	361 794
3	Nyèsigiso	1 117 559	740 974	3 184	100 508	98 098	2 060 423
4	Kondo Jigima	188 566	73 055	0	87 217	135 385	484 223
5	Jénéni	645 138	18 151	0	46 304	22 078	731 669
6	Jigyasu Ba	47 159	112 582	368	2 242	16 013	178 361
7	Camrec Nationale	42 206	19 589	0	5 352	17 103	84 250
8	CMEC PDR SAN	36 241	2 607	3	7 509	16 851	57 211
9	Kolon Kafoso	40 259	5 814	0	5 934	207	52 714
10	CAECE	587 254	378 141	0	50 628	24 294	1 040 317
11	Niako	71 354	23 626	0	8 162	4 856	107 998
12	Sasawaka Global 2000	14 522	4 434	0	89	2 330	21 375
13	Karabara	18 646	3 413	0	1 146	1 945	25 150
14	Wouri Crédit Epargne	1 229	411	0	0	12	1 652
15	Sudu Diawdi	15 965	2 713	0	0	1 792	20 470
16	Tonjis	2 914	233	0	0	455	3 602
17	RECA Donkasigui	1 547	277	0	2 512	0	4 336
18	Dénèsow	10 255	2 707	0	780	140	13 882
19	CCEC Youwarou	1 036	1 537	0	0	2 590	5 163
20	Yérétaso R. TALL	1 143	360	0	0	0	1 503
21	Buntumba	784	306	0	165	0	1 255
22	CEC Yérétaso AMAPFF	1 088	26	1 414	2 390	390	5 308
23	CEMEC Espoir	10 142	0	0	0	12	10 154
24	Damu O Péié	4 776	2 686	0	0	2 085	9 547
S/TOTAL MUTUALISTES		5 087 132	1 643 088	4 969	775 132	601 679	8 112 000

ANNEXE IX (Suite)

PRODUITS D'EXPLOITATION DES SFD AU 31/12/2004

(valeurs en milliers de F.Cfa)

N° d'ordre	SFD	Produits	Produits financiers	Autres produits	Reprise sur amortissements	Reprise sur provisions	Produits exceptionnels	Totaux
<i>Crédit solidaires</i>								
1	Canef		107 405	11 481	-	45 719	58 275	222 880
2	P.yell		238 390	-	-	10 730	17 114	266 234
3	Miséleni		173 179	21 537	-	-	13 692	208 408
4	Nayral NEF		21 171	40 179	-	2 913	1 799	66 065
5	Nyéda Musow		63 451	8 095	-	1 093	8 817	81 456
6	RMCR		37 005	46 748	-	9 278	9 884	102 915
7	Soro Yiriwaso		112 489	217 624	-	790	54 179	385 082
8	SOTOBAJO (ISB)		1 073	338	-	-	-	1 411
S/TOTAL CREDIT SOLIDAIRE			754 166	346 002	-	70 523	163 760	1 334 451
<i>CVECA</i>								
1	Cveca Pays Dogon		47 627	1 162	-	10 692	18 114	77 595
2	Cveca 1ere Région		84 171	866	-	14 336	11 949	111 322
3	Cveca San/Djenné (PASACCOOP)		48 847	670	-	25 746	8 334	83 597
4	PASICA Kayes		69 476	384	-	3 283	9 044	82 187
5	PASECA Macina/Tenenkou		4 433	8	-	-	2 606	7 047
6	CVECA ON		213 023	6 477	-	69 969	21 869	311 338
7	CVECA/Ouéli-Siby-Kangaba		434	2	-	-	1 129	1 565
S/TOTAL CVECA			468 011	9 569	-	124 026	73 045	674 651
<i>Autre Système</i>								
1	Azouad finances S.A		34 865	-	0	-	144	35 009
S/TOTAL			34 865	-	0	-	144	35 009
TOTAL ENSEMBLE SFD			6 344 174	1 998 659	4 969	969 681	838 628	10 156 111

ANNXE X

CHARGES D'EXPLOITATION DES SFD AU 31/12/2004

(valeurs en millions de CFA)

N° d'ord.	SFD	CHARGES	Charges financières	Achats et scs extérieurs	Autres scs extérieurs	Impôts et taxes	Charges de personnel	Autres charges	Dotations aux amort.	Dotations aux provisions	Charges except.	Total
1	Kato Iginew		392 531	365 800	261 836	25 538	518 085	477 876	201 856	351 036	925 5	2 693 175
2	FORID		5 295	2 350	6 359	32	47 406	47 795	19 18	91 400	0	348 241
3	Nyagaso		28 755	78	55 77	51	162 127	473 789	30 602	123 514	223 855	258 495
4	Kondoligima		84 233	152 270	105 726	0	135 859	145 398	27 522	61 435	778	791 223
5	Jénio		47 104	111 005	101 523	2 350	142 535	142 575	40 824	124 150	8353	722 272
6	Jigayaso Ba		4 189	25 200	19 036	0	57 779	29 918	1 711	4 252	15	134 100
7	Camero Nationale		4 643	13 713	12 011	1 045	13 360	22 815	6 640	4 834	1204	80 565
8	CMEC-PDR SAN		15 378	831	1 142	0	663	9 905	10 701	4 100	698	43 419
9	Kolon Kafoso		577	6 687	7 602	0	8 632	9 525	2 502	15 412	10 55	52 190
10	CAECE		18 218	22 674	44 573	0	205 230	99 905	57 272	67 518	277	566 047
11	Klaxo		8 608	11 880	10 303	0	2 579	0	4 400	9 141	0	96 592
12	Sasawaka Global 2000		5 041	872	3 065	0	0	2 266	2 054	1 277	0	14 595
13	Karabara		8 022	2 906	1 468	0	0	5 477	2 221	1 833	0	23 544
14	Wouri Crédit Epargne		0	137	263	0	875	229	1 271	0	0	2 584
15	Sudu Diawdi		4 024	3 279	1 580	0	4 151	831	540	2 909	0	19 314
16	Tonus		80	156	0	0	0	269	455	2 087	0	3 057
17	RECA Donsasiga		28	253	61	0	750	93	0	2 409	0	3 594
18	Demésow		3 106	1 146	3 310	84	2 452	2 513	565	377	2	13 355
19	CEC Youwarou		243	752	0	0	0	797	2590	87	0	3 969
20	Yonotaso R. TALL		0	490	10	0	435	0	0	342	0	1 277
21	Buntumba		122	60	352	0	485	0	125	556	303	2 013
22	CEC Yerétaso AMAPFF		0	43	127	0	232	17	780	2 795	0	3 994
23	CEMEC Espoir		2 760	1 544	1 191	0	4 330	0	590	980	0	11 095
24	Damou O Père		122	1 375	915	0	1 320	0	0	3 065	0	7 797
S/TOTAL MUTUALISTES			731 280	760 376	659 268	29 160	1 310 072	1 469 495	415 502	1 077 218	324 550	6 776 921

ANNEXE X (Suite)

CHARGES D'EXPLOITATION DES SFD AU 31/12/2004

(valeurs en millions de CFA)

N° d'ord.	SFD	CHARGES	Charges financières	Achats et scs extérieurs	Autres scs extérieurs	Impôts et taxes	Charges de personnel	Autres charges	Dotations aux amort.	Dotations aux provisions	Charges except.	Total
<i>Credit solidaires</i>												
1	Canef	13 327	30 017	16 160	1 026	-	56 965	267	33 661	16 303	15 899	185 599
2	Piyell	17 194	20 324	1 026	-	-	104 029	30 086	15 925	7 957	3 853	210 415
3	Miscéleni	7 370	40 676	43 759	269	-	62 932	4 418	24 806	7 112	1 460	192 976
4	Mayral NEF	775	6 176	19 490	117	-	13 195	2 030	1 798	-	200	43 728
5	Nyélé Musow	2 790	8 527	10 731	486	-	26 451	2 338	10 882	648	386	62 240
6	RMCR	591	9 326	14 574	-	-	41 115	13 794	10 766	8 518	-	98 643
7	Sorc Yirwaso	1 574	37 810	39 223	-	-	131 360	2 318	35 856	265	18 487	266 922
8	SOTOBAJO (ISB)	158	488	53	-	-	455	-	27	-	-	1 282
S/TOTAL		43 777	153 366	154 978	856	-	435 522	55 216	134 012	39 803	44 285	1 061 805
<i>CVECA</i>												
1	Cveca Pays Dogon	12 790	3 234	23 276	62	-	-	11 737	5 666	4 093	2 202	64 087
2	Cveca 1ere Région	28 285	19 160	7 237	-	-	-	24 746	7 385	12 328	8 172	107 316
3	San/Djenne (PASACOP)	12 601	2 688	28 315	-	-	-	19 096	4 080	7 631	1 205	75 625
4	PASECA Kayes	12 471	1 886	20 771	-	-	-	15 817	3 497	3 365	2 316	63 112
5	PASECA Macina	1 012	31	39	-	-	-	402	2 579	16	-	4 080
6	CVECA ON	74 488	4 078	73 106	-	-	-	99 044	9 234	57 364	6 357	353 671
7	CVECA/Quel Siby Kanga	118	3 375	1	-	-	-	-	1 129	-	0	1 248
S/TOTAL		141 769	31 074	152 685	52	-	-	170 840	37 580	114 787	20 352	669 139
<i>Autre Système</i>												
1	Azaoued finances S.A	11 596	1 311	5 619	-	-	10 641	-	685	210	655	30 297
S/TOTAL		11 596	1 311	5 619	0	0	10 641	-	685	210	655	30 297
TOTAL ENSEMBLE SFD			928 422	946 117	972 550	30 068	1 756 235	1 695 551	587 779	1 231 598	389 842	8 538 162

ANNEXE XI

DONNEES RELATIVES AUX EFFECTIFS DES SFD AU 31/12/2004

N° d'ordre SFD	DONNEES	Personnel local		Personnel expatrié	Total
		Gérant /caissier	Autres		
	Mutualistes				
1	Kate Jigawa	246	162	0	408
2	FCMD	98	30	0	128
3	Yessigso	113	149	3	265
4	Konko Jigima	70	26	0	96
5	Jénén	45	20	0	65
6	Dgyaso Ba	29	23	0	52
7	Carre: Yatlamato	41	5	0	46
8	CMFC PDR SAN	160	17	0	167
9	Kolon Kafoso	6	4	0	9
10	CAECE	72	77	0	89
11	Nieko	4	11	0	15
12	Sasawaka Goha TCOG	16	1	0	17
13	Karabara	6	9	1	16
14	Wouri Crédit Epargne	1	1	0	2
15	Suda Diawel	8	3	0	11
16	Tonog	8	4	0	12
17	RECA Donkasigui	4	2	0	6
18	Dénésow	2	3	0	5
19	CCEC Yulwarou	14	3	0	17
20	Yérébaso R. TALI	2	4	0	6
21	Buntumba	nd	nd	nd	nd
22	CEC Yérébaso AMAPEF	6	12	0	18
23	CIMEC Espoir	2	1	0	3
27	Damu O Péré	1	3	0	4
S/TOTAL MUTUALISTES		885	569	4	1458

nd = non déterminé

ANNEXE XI (Suite)

DONNEES RELATIVES AUX EFFECTIFS DES SFD AU 31/12/2003

N° d'ordre	SFD	DONNEES		Personnel local	Personnel expatrié	Total
		Crédit solidaires				
				Gérant /caissier	Autres	
1	Canet		47	0	0	47
2	Pyvcl		29	0	0	29
3	Misélen		39	0	0	39
4	Kayral NCT		33	0	0	33
5	Iyola Musow		11	0	0	11
6	RVCOR		33	0	0	33
7	Soro Yitweso		62	0	0	62
8	SOTOBALO (ISB)			0	0	1
S/TOTAL CREDIT SOLIDAIRE				255	0	255
CVECA						
1	Cveca Pays Dogon		65	0	0	65
2	Cveca Jore Région (Kita/Bafoulabe		672	27	0	699
3	Cveca San/Djenné (PASACCOOP)		95	43	0	136
4	PASECA Kayes		122	11	0	132
5	PASFOA Madina/Tenenkou		73	0	0	73
6	CVALCA ON		153	8	0	161
7	CVECA/Ouel-Siby-Kangaba		21	9	0	30
S/TOTAL CVECA				1300	98	1398
Autre Système						
1	Azaxiad Finances S.A		nd	nd	nd	nd
S/TOTAL				0	0	0
TOTAL ENSEMBLE SFD				2440	667	3111

ANNEXE XII

SITUATION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DES SFD AU 31/12/2004

Chiffres en %

N° d'ordre	Indicateurs	Efficienc	Autosuffisance Opérationnelle	Capitalisation	Couverture des Frais généraux par les produits financiers net	Soutien aux subventions	Rentabilité
	SFD						
	Mutualistes						
1	Kafu Iginew	13,65	72,28	24,00	101,59	6,92	0,83
2	FORMD	11,17	62,94	36,72	61,37	25,58	0,43
3	Nyégiso	20,90	57,80	37,27	140,45	7,06	2,81
4	Kondo Jigima	23,21	16,95	-	504,40	-	8,11
5	Jérriéni	18,71	59,55	14,66	83,97	1,03	0,25
6	Jigiyaso Ba	13,64	29,57	84,84	60,00	123,73	2,70
7	Canec Nationale	13,35	50,08	19,62	168,29	38,61	0,65
8	CMH-C PDR SAN	13,01	48,04	42,30	60,12	205,93	4,13
9	Kolon Kafoso	16,28	78,48	16,88	127,41	2,36	0,24
10	CAECE	14,86	106,43	63,25	71,95	0,21	11,92
11	Niako	9,00	89,00	12,00	143,00	-	3,00
12	Sasawaka Global 2000	15,00	99,00	31,00	152,00	0,14	11,00
13	Karabara	9,77	68,43	39,31	107,95	35,06	1,02
14	Wouri Crédit Epargne	17,35	47,35	62,22	107,76	29,29	6,30
15	Sutlu Dlawdi	3,73	83,00	4,40	121,00	2,00	0,28
16	Tonus	10,13	95,14	137,44	15,36	-	1,85
17	RECA Donkasigui	7,99	60,81	25,89	89,34	-	0,12
18	Démésow	10,79	69,73	6,38	0,76	-	0,55
19	CCIC Youwarou	40,11	21,27	267,95	337,00	-	12,83
20	Yérétaso R. TALL	6,09	89,00	162,19	81,83	31,49	1,07
21	Buntumba	28,16	41,66	37,94	145,94	-	13,43
22	CEC Yérétaso AMAPEF	3,09	163,73	50,18	61,07	35,83	4,97
23	CEMEC Espoir	15,84	98,54	12,15	104,00	-	1,08
24	Damu O Péré	8,13	60,62	15,40	80,22	-	1,85
	NORME	0 à 110%	160 à 210%	210 à 260%	Mini 100%	0%	Mini 0,5%

ANNEXE XII (Suite)

SITUATION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DES SFD AU 31/12/2003

(Chiffres en %)

N° d'ordre	Indicateurs	Efficiencia	Autosuffisance Opérationnelle	Capitalisation	Couverture des Frais généraux par les produits financiers net	Souction aux subventions	Rentabilité
Crédit solidaires							
1	Canef	18,77	61,28	160,32	114,96	0	4,06
2	Piyeli	17,4	116,8	85,49	127,79	0	5,13
3	Miséleni	20,7	106,79	156,35	127,68	0	7,4
4	Nayral NEF	27,77	51,43	251,64	5,44	8	11,18
5	Nyeta Musow	14	103	208	124,65	0	4,68
6	RMC	26,01	36,16	nd	44,56	67,89	1,08
7	Soro Yitwaso	48,18	29,08	668,46	32,11	81,5	14,84
8	SOTOBADO (ISB)	23,78	113,79	64,12	374,3	0	2,14
NORME							
		0 à 110%	160 à 210 %	210 à 260%	100% et +	0%	Mini 0,5%
CVECA							
1	Cveca Pays Dogon	12,63	71,09	26,69	91,1	14,12	3,48
2	Cveca 1ere Région	14,28	70,04	55	107,67	1,05	0,58
3	Cveca San/Djenné (PASACCOOP)	18	58,6	82,4	723	8,2	2,33
4	PASECA Kayes	4	111,5	187,5	723,9	58,2	3,82
5	PASECA Macina/Tenenkou	8,5	143	42	147	9,2	3,1
6	CVECA ON	10,8	50,67	82,05	50,67	6	0
7	CVECA/Oulé-Siby-Kangaba	5,8	28	180	27	258	1,6
NORME							
		0 à 110%	160 à 210 %	210 à 260%	100% et +	0%	Mini 0,5%
Autre Système							
1	Azouad Finances S.A	4,36	128	105	131	0	1,13
NORME							

ANNEXE XIII

SITUATION DES RATIOS PRUDENTIELS DES SFD AU 31/12/2004

Chiffres en %

N° d'ordre	RATIOS		Réserve générale	Limitation de risque porté par l'institution	Couverture emplois moyen et long termes par de ressources stables	Limitation des prêts aux dirigeants	Limitation des risques pris sur un seul membre	Norme de liquidité
	SFD	Limitation opération autres que l'épargne-crédit						
	Mutualistes							
1	Kafo Jiginew	0,18%	15,00	121,81	51,70	5,94	0,44	142,52
2	ECRMD	0,00%	15,00	280	43,00	10,00	4,00	137,00
3	Vyégigiso	0,00%	15,00	95	140,09	1,75	1,32	127,30
4	Kondo Jigina	nd	DF: deficit	52,41	nd	nd	nd	11,00
5	Jernéni	0,30%	15,00	108	105,00	0,04	3,09	106,70
6	Jigiyaso Ba	0,30%	15,00	127	28,00	2,66	0,63	173,72
7	Camec Nationale	0,00%	15,00	76	106,00	-	0,00	18,00
8	CMEC PDR SAN	0,00%	15,00	176	76,00	12,91	0,44	353,77
9	Kolon Kafoso	0,00%	DF: deficit	177	28,00	17,00	7,00	100,00
10	CAH-CI	0,00%	15,00	166	72,00	14,33	1,62	201,00
11	Miako	0,00%	15,00	136	44,00	3,00	1,23	118,20
12	Sasawaka Global 2000	0,00%	15,00	113	157,00	3,00	1,00	197,86
13	Karabara	0,00%	15,00	105	49,00	7,27	1,23	116,20
14	Wouri Crédit Epargne	nd	DF: deficit	nd	nd	nd	nd	nd
15	Sudu Diawdi	25,00%	15,00	334	88,00	14,87	18,00	107,00
16	Tonus	0,00%	15,00	229	37,00	14,43	3,60	211,78
17	RECA Donkasigui	0,00%	DF: deficit	177	28,00	17,00	7,00	100,00
18	Démésow	0,00%	15,00	177	28,00	17,00	7,00	100,00
19	CEIC Youwarou	0,00%	22,00	234	55,00	22,29	0,39	1180,00
20	Yérétaso R. TALL	0,00%	0,00	112	39,00	6,17	29,10	255,76
21	Buntumba	nd	DF: deficit	nd	nd	nd	nd	nd
22	C&C Yérétaso AMAPFF	0,00%	15,00	198	106	32,77	35,85	258,86
23	CEMEC Espoir	0,00%	15,00	80	27,30	14,00	6,43	38,00
24	Damu O Peré	0,00	15,00	111	10,00	0,77	1,55	159,00
	NORME	Max 5%	Mini 15%	Maxi 200%	Maxi 100%	Maxi 20%	Maxi 10%	Mini 80%

nd = non détermine

ANNEXE XIV (Suite)
OFFRE DE SERVICES ET COUVERTURE GEOGRAPHIQUE EN 2004

Régions	Sociétariat				dépôt	Crédit
	Homme	Femme	Groupe	Total		
Sikasso						
Kafu jiginew	98 517	31 070	5 132	134 749	7 043 636 177	9 143 678 009
CAECE	343	36	2	381	293 673 809	431 884 292
Kondo jigima	717	472	140	1 329	81 206 687	50 328 762
Camec	897	457	26	1 380	85 594 570	64 247 486
SG2000	155	59	15	229	3 028 270	9 579 650
Démésow	987	198	33	1 218	43 799 000	76 833 000
Karalharé	073	3 557	0	4 630	1 10 102 440	1 4 978 820
S/total	102 719	35 849	5 348	143 916	7 651 040 953	9 891 530 019
Canef	-	-	-	7 980	112 523 090	141 822 743
Scro yirwaso(CS)	-	11 198	-	11 198	95 894 056	4 2 269 886
S/total	0	11 198	-	19 178	208 417 146	554 092 709
Total				163 094	7 859 458 099	10 445 622 728
Segou						
Kafu jiginew	6 322	2 762	592	9 676	539 007 098	725 296 450
FORMD	1 220	5 613	655	17 488	1 019 277 707	2 813 600 673
CAECE	465	99	7	571	209 976 164	390 648 785
Kondo jigima	2 276	797	330	3 403	246 775 021	185 486 721
Camec	343	146	6	495	12 916 602	14 214 849
PDR San	9 988	6 821	1 691	18 500	130 641 425	220 742 645
Nyesigiso	28 587	10 895	4 252	43 734	1 307 624 588	2 192 803 192
SG2000	550	986	32	1 548	11 917 630	6 496 337
S/total	59 731	28 119	7 565	95 415	3 478 136 235	6 549 289 652
Canef	-	-	-	4 593	66 153 400	71 306 934
RMCR	760	2 879	-	3 639	48 048 960	142 715 125
S/total	760	2 879	-	8 232	114 202 360	214 022 059
Pasacoop/San	7 831	4 820	353	13 004	67 127 935	139 803 320
Pa/Macina	1 293	1 838	96	3 227	19 423 270	24 693 110
CVECA/ON	15 555	9 305	1 959	26 819	467 813 569	2 144 658 145
S/total	24 679	15 963	2 408	43 050	554 364 774	2 309 155 575
Total				146 697	4 146 703 369	9 072 467 286
Mopti						
Kondo jigima	3 392	1 255	463	5 110	601 423 886	253 499 113
Camec	381	112	6	499	16 559 427	22 215 009
CCEC Yawwarcu	550	943	37	1 530	2 672 000	4 424 595
SG2000	511	199	25	735	12 297 640	9 424 813
S/total	4 834	2 509	532	7 875	632 958 953	289 563 530
Nef	0	1 420	-	1 420	5 211 000	136 528 000
Nyta mako	-	4 214	-	4 214	130 179 545	230 223 170
S/total	0	5 634	-	5 634	135 390 545	366 751 170
CVECA/P/D	23 218	9 583	0	32 801	178 239 550	185 228 610
Pasacoop	4 646	3 489	110	8 245	60 510 503	63 701 253
Pa/Tenexoun	469	606	79	1 154	7 522 740	17 822 180
S/total	28 333	13 678	189	42 200	246 272 793	266 752 043
Total				55 709	1 014 622 291	923 066 743
Gao						
Camec	67	26	2	95	3 796 995	2 039 630
Wour CE	-	-	-	-	8 560 663	265 180
Total	67	26	2	95	12 357 658	2 304 810
Tbto						
Nyesigiso	1 315	180	162	1 657	212 046 362	152 394 090
Camec	127	59	3	189	11 344 925	4 027 949
Araouad I	541	51	0	592	162 179 801	178 68 489
S/total	1 983	290	165	2 438	385 571 088	335 113 528
Sotobaje	19	57	-	76	1 080 000	850 000
S/total	19	57	-	76	1 080 000	850 000
Total	2 002	347	-	2 514	386 651 088	335 963 528

ANNEXE XV
OFFRE DE SERVICES DES SFD EN MILIEU RURAL EN 2004

Régions	Sociétariat			Total	dépôt	Crédit
	Homme	Femme	Groupe			
Kayes						
Jigiyaso BA	683	251	203	1 137	65 944 876	101 685 090
Kondo j g ma	1 187	159	66	1 412	70 160 614	66 233 778
Buntumba					3 955 347	2 103 500
S/total	1 870	410	269	2 549	140 060 837	170 022 368
OVECA	17 519	10 175	623	28 317	147 896 225	398 411 298
Pal/Kayes	4 323	7 346	267	11 936	403 474 105	343 015 940
S/total	21 842	17 521	890	40 253	551 370 330	741 427 238
Total				42 802	691 431 167	911 449 606
Koulikoro						
Jigiyaso BA	277	184	64	625	27 890 299	65 036 290
Kafognew	19 289	8 529	919	29 737	1 054 337 026	1 654 812 195
Jemeri	3 183	1 238	94	4 515	770 298 050	748 078 809
SG2000	213	134	13	390	2 762 880	8 357 500
Nyèsigiso	397	124	144	665	45 398 990	23 108 790
Kondo j g ma	6 298	2 580	402	8 280	107 764 385	76 643 663
Tonus	837	792	38	1 467	8 558 035	18 865 185
Reca doncasigu	695	415	22	1 232	25 296 640	15 929 430
Yerelaso AMAPEF	8	528	3	537	4 605 537	6 231 275
S/total	30 022	14 522	2 899	47 443	2 046 911 812	2 615 066 137
PASFCAN/CSK	357	496	28	881	6 918 815	4 059 425
S/total	357	496	28	881	6 918 815	4 059 425
Cane				781	11 149 104	7 452 536
Soro yiliwaso (CS)		2 528		2 528	14 674 894	105 177 497
RMCR	394	1 663		2 057	40 788 290	72 514 850
S/total	394	4 191		5 366	66 612 288	185 144 883
Total				53 690	2 120 442 915	2 804 270 445
Sikasso						
Kafognew	8 498	20 546	2 492	10 534	2 585 112 220	1 716 486 859
SG2000	155	58	15	229	3 028 270	9 579 650
Karabara	1 073	3 557	0	4 630	110 102 440	114 978 820
S/total	82 724	24 162	2 507	109 393	2 798 242 930	1 841 045 329
Cane				1 764	26 812 406	20 685 209
Soro yiliwaso (CS)		11 198		11 198	95 894 056	412 269 966
S/total	0	11 198		12 962	122 706 462	432 955 175
Total				122 355	2 920 949 392	2 274 000 504
Segou						
Kafognew	8 869	2 762	592	10 213	519 007 098	725 296 450
FCRMD	17 220	5 613	655	17 488	1 019 277 707	2 813 800 673
PDR San	9 988	6 821	1 691	18 500	130 641 425	220 742 645
Nyèsigiso	14 694	5 212	1 868	21 774	702 286 874	1 542 523 324
SG2000	430	555	32	1 118	11 917 630	6 496 337
S/total	43 191	21 064	4 838	69 093	2 383 130 734	5 308 659 429
Cane				2 192	23 610 299	37 430 029
RMCR	760	2 879		3 639	48 048 960	142 715 125
S/total	760	2 879		5 831	71 659 259	174 145 154
Pasacomp/Sar	7 831	4 820	353	13 004	67 127 935	139 803 320
Pal/Machina	1 293	1 838	96	3 227	19 423 270	24 693 110
OVECA/ON	15 855	9 305	1 959	26 899	487 813 569	2 144 659 145
S/total	24 679	15 963	2 408	43 050	554 364 774	2 309 155 575
Total				117 974	3 009 154 767	7 791 960 158

ANNEXE XV (Suite)

OFFRE DE SERVICES DES SFD EN MILIEU RURAL EN 2004

Régions	Sociétariat				dépôt	Crédit
	Homme	Femme	Groupe	Total		
Mopti						
GG2000	511	199	26	736	12 297 640	9 424 813
S/total	511	199		736	12 297 640	9 424 813
Nef	189	1 331	-	1 520	5 211 357	41 798 819
S/total	189	1 331	-	1 520	5 211 357	41 798 819
CVECA/P/D	23 218	9 583	0	32 801	178 239 550	185 228 510
Pasacoop	4 646	3 489	110	8 245	60 510 503	63 701 253
PaTerexour	469	606	70	1 154	7 522 740	17 822 180
S/total	28 333	13 678	189	42 200	246 272 793	266 752 043
Total				44 456	263 781 790	317 975 675
Tbtoou						
Azaouad F	541	51	0	592	162 179 801	178 681 489
Total	541	51	0	592	162 179 801	178 681 489
Total/G				45 048	9 167 939 832	14 278 337 877

ANNEXE XVI
OFFRE DE SERVICES DES SFD EN MILIEU URBAIN EN 2004

Régions	Sociétariat				dépôt	Crédit
	Homme	Femme	Groupe	Total		
Bamako						
Canal			-	3 890	78 587 306	81 365 749
Missel	0	15 473	-	15 476	339 962 165	682 321 322
Piyoli	4 849	7 107		11 956	514 070 974	907 375 539
Sitotal	4 849	22 583	-	31 322	932 620 445	1 671 362 610
Yeretaso W TALL	23	516	12	551	8 000 575	8 988 667
Yeretaso AMAPFF	5	188	2	195	1 898 833	3 878 725
Sudu Diawo	648	711	18	1 377	104 502 152	349 371 866
Jig yasoba	1 413	4 354	282	6 049	215 403 824	295 926 700
Camec	1 165	709	24	1 898	106 645 902	59 126 073
Jemeh	19 323	9 590	796	29 709	1 897 431 950	2 437 344 191
Kondo jigma	1 782	7 994	780	20 556	1 179 890 642	628 582 113
Nyèsigiso	42 235	20 197	4 001	66 433	3 100 936 574	2 000 065 837
Kolon Kafoso	3 792	1 822	101	5 715	262 613 404	176 045 036
Damu O Pere	951	560	84	1 595	64 444 030	86 307 145
CEMEC Espoir	712	272	56	1 040	38 450 291	30 312 845
CAECE	1 993	1 051	111	3 160	1 355 956 027	2 311 633 427
Kato jig new	2 127	964	96	3 187	569 578 197	212 971 764
Sitotal	86 154	48 928	6 363	141 445	8 905 722 401	8 599 954 389
Total				172 767	9 838 342 846	10 271 316 999
Kayes						
Nyèsigiso	1 475	913	160	2 548	89 539 456	230 793 192
Camec	711	435	18	1 164	41 602 642	51 062 312
Niako	3 133	1 740	93	4 966	546 893 613	762 931 766
Kondo jigma				1 551	142 910 000	74 300 000
Jig yasoba	427	156	109	692	77 595 372	61 841 495
Sitotal	5 746	3 244	380	10 921	898 544 083	1 180 628 765
Canal			-	913	20 021 785	19 625 904
Solobajo	105	499		604	4 823 500	2 300 000
Sitotal	105	499	-	1 517	24 845 285	21 925 904
Total				12 438	923 389 368	1 202 554 669
Koulikoro						
Nyèsigiso	5 899	2 656	784	9 339	360 877 037	86 934 899
Kondo jigma	3 079	1 111	428	4 618	398 859 793	181 186 944
Jigiyasoba	665	1 301	274	2 240	92 352 925	77 096 445
Camec	487	139	11	637	6 074 937	13 063 404
Total	10 130	5 207	1 497	16 834	860 164 692	358 283 692
Sikasso						
Kato jiginaw				30 215	4 357 523 957	7 411 667 602
CAECL	343	36	2	381	283 673 809	431 884 292
Kondo jigma	717	472	140	1 329	81 206 687	65 852 310
Damésow	987	198	33	1 218	43 799 000	76 833 000
Camec	897	457	26	1 380	85 694 570	64 247 486
Sitotal	2 944	1 163	201	34 523	4 851 798 023	8 050 484 690
Canal			-	6 216	86 710 684	121 137 534
Sitotal	0	0	-	6 216	86 710 684	121 137 534
Total				40 739	4 938 508 707	8 171 622 224
Segou						
CAECE	465	99	7	571	209 976 164	390 548 785
Kondo jigma	2 768	797	330	3 895	224 231 920	185 486 721
Camec	343	146	6	495	12 916 602	14 214 849
Nyèsigiso	11 943	4 683	2 334	18 960	605 337 714	610 402 963
Sitotal	15 519	5 725	2 677	23 921	1 052 462 400	1 200 753 318
Canal			-	2 401	42 543 101	39 876 905
Sitotal			-	2 401	42 543 101	39 876 905
Total				28 723	1 137 548 602	1 280 507 128

ANNEXE XVI (Suite)
OFFRE DE SERVICES DES SFD EN MILIEU URBAIN EN 2004

Régions	Sociétariat				dépôt	Crédit
	Homme	Femme	Groupe	Total		
Mopti						
Kondogoma	3 492	1 055	463	5 010	601 429 883	348 228 294
CCFC Youwarou	550	943	37	1 530	2 672 000	4 424 595
Camec	381	112	6	499	16 559 073	22 215 009
S/total	4 423	2 110	506	7 039	620 660 956	374 867 898
Nyatakuso		4 214	-	4 214	130 179 545	230 223 170
S/total	0	4 214		4 214	130 179 545	230 223 170
Total				11 253	750 840 501	605 091 068
Gao						
Camec	67	26	2	95	3 796 995	2 039 630
Wolof CL					8 560 863	265 180
Total	67	26	2	95	12 357 858	2 304 810
Tbto						
Nyègaso	1 315	180	162	1 657	212 046 362	152 394 090
Camec	127	59	3	189	11 344 925	4 037 949
Sotobajo	19	57	-	76	1 080 000	850 000
Total	1 461	295	-	1 922	224 471 287	157 282 039
Total/G				284 771	18 685 623 661	22 048 362 629

ANNEXE XVII

**ETAT DE FOURNITURE DES RAPPORTS ANNUELS
D'ACTIVITES DES SED EXERCICE 2004**

N°	Noms des structures		Nbre de Rapports	Date de dépôt	Nbre de jours de retard	Observations
	Mutualistes					
1	Kafa Jigaw		1	05/08/2005	36	
2	FORMD		1	30/06/2005		
3	Nyèsigiso		1	22/06/2005		
4	CAUCO		1	13/05/2005		
5	Komde Jigina		1	27/06/2005		
6	Jeméni		1	27/06/2005		
7	Jigiyaso Ba		1	28/06/2005		
8	Gannee Nationale		1	30/06/2005		
9	CMEC PDA SAN		1	17/06/2005		
10	Nlako		1	30/06/2005		
13	Sasawaka Global 2000		15	01/07/2005		
12	Karabam		6	14/06/2005		
13	Sinou Diawdi		1	05/07/2005	5	
14	Tonus		4	24/06/2005		
15	RECA Pankasigui		1	11/06/2005		
16	Danu O Péré-Bimako		1	28/02/2005		
17	Démésow		1	05/06/2005		
18	Buntumba		1	30/06/2005		
19	CEC Yéréaso AMAPEF		6	29/06/2005		
20	CMEC Espoir		1	20/06/2005		
21	Worci Crédit Epargne		1	08/03/2005		
22	Kolon Kafoso		1	03/08/2005	34	
23	Yéréaso Worokiatou TALL		1	20/06/2005		
24	CEC Youwatou		1	22/06/2005		
S/Total Mutualistes			51			

ANNEXE XVII

ETAT DE FOURNITURE DES RAPPORTS ANNUELS D'ACTIVITES DES SFD EXERCICE 2004

N°	Noms des structures	Nbre de Rapports	Date de dépôt	Nbre de jours de retard	Observations
Mutualistes					
1	Kafu Iyignew	1	05/08/2005	36	
2	ICKMD	1	30/06/2005		
3	Nvcsigiso	1	22/06/2005		
4	CAFCR	1	13/05/2005		
5	Kondo Ilegina	1	27/06/2005		
6	Jeméni	1	27/06/2005		
7	Iggyiso Ila	1	28/06/2005		
8	Causec Nationale	1	30/06/2005		
9	CMTC FIDR SAN	1	17/06/2005		
10	Nialko	1	30/06/2005		
13	Sasawaka Global 2000	15	01/07/2005	1	
12	Kenabara	6	14/06/2005		
13	Sudu Diawdi	1	05/07/2005	5	
14	Tonus	4	24/06/2005		
15	KICA Danksigui	1	11/06/2005		
16	Danu O Péré-Bamako	1	28/02/2005		
17	Dembosow	1	05/06/2005		
18	Buduula	1	30/06/2005		
19	CEC Yéréaso AMAPIPI	6	29/06/2005		
20	CMFC Espon	1	20/06/2005		
21	Woury Gédé Lpangne	1	08/03/2005		
22	Koloh Kafoso	1	03/08/2005	34	
23	Yéréaso Morokérou TALL	1	20/06/2005		
24	CEC Youwarou	1	22/06/2005		
S/Total Mutualistes		51			